

Tendances
et renouvellements
du marché de l'assurance
en 2025

HOWDEN

Edito



Afin de répondre aux exigences de la complexité grandissante des risques et à la diversité toujours plus large de ceux-ci, Howden France s'est encore enrichi de nouveaux savoir-faire en 2024 et dispose de formidables expertises Produits. Ces dernières nous permettent d'aligner des solutions fortes et pertinentes dans la quasi-intégralité des domaines IARD ainsi que de tous les enjeux de Santé, Retraite et Prévoyance.

Ces expertises, déployées par des professionnels très expérimentés, sont des atouts majeurs dans notre relation avec nos partenaires assureurs. Ils garantissent crédibilité et technicité afin de bâtir les meilleures solutions pour nos clients, alignées sur leurs stratégies, leurs expositions et leur contexte.

Elles doivent s'ajuster au contexte géopolitique, économique et social, ainsi qu'à l'environnement des risques et du marché, toujours changeant, plus vite évolutif ; environnement technique que nous souhaitons partager avec vous.

Vous trouverez ainsi les approches et perspectives de notre équipe pour chaque Produit dans les pages suivantes. Bonne lecture à vous.

Nicolas Aubert Président Directeur Général



Dans ce contexte toujours plus incertain avec un environnement géopolitique en forte tension, Howden accompagne ses clients dans la gestion de leurs risques et assurances de manière extrêmement ciblée. Notre proposition de valeur est en effet articulée autour du secteur d'activité et du segment de l'entreprise, allant de la PME aux Grands Comptes internationaux. Nos équipes agissent dans un esprit de partenariat fort et de totale transparence.

Nous avons encore renforcé notre maillage régional et offrons maintenant 16 implantations en France qui nous permettent d'être toujours plus proche de nos clients, en conjuguant proximité avec les expertises techniques d'un acteur mondial du courtage d'assurance.

Cela nous permet d'offrir des solutions à haute valeur ajoutée et d'obtenir ainsi des conditions d'assurance optimisées. Le recours à des expertises techniques de haut niveau est plus que jamais nécessaire dans cet environnement de marché et de risque. Nous sommes très heureux de vous partager dans les pages qui suivent la vision de nos experts qui vous livrent leurs analyses des tendances du marché pour les renouvellements 2025.



Eric Demange Directeur Commercial et Directeur Général Adjoint

Le groupe Howden

Nous sommes un courtier d'assurance international spécialisé et pleinement indépendant. Notre vocation est de trouver les solutions qui vous conviennent le mieux, quelque soit votre taille, votre secteur ou votre besoin.

1994 300+

Date de création à Londres par David Howden

Bureaux

100+ 18K+

Pays dans le monde

Collaborateurs

1er 38Md\$

Courtier international non américain

Montant des primes gérées par Howden Group

Nos valeurs

L'humain au premier plan

C'est en donnant à nos équipes l'espace nécessaire à leur performance et le soutien nécessaire à leur développement, que nos clients en récoltent les fruits.

Fièrement indépendants

Notre indépendance nous permet de concilier agilité et vision à long terme. Elle nous donne la liberté de répondre aux besoins de nos clients, de faire grandir notre actionnariat salarié et de rester fidèles à nous-mêmes.

Expertise et technologie

Les risques sont chaque jour plus complexes. Grâce à notre investissement dans la technologie, nous prenons des décisions fondées sur des données, et nos équipes de spécialistes disposent de ressources mondiales pour gérer les risques les plus difficiles.

Simplicité en maître mot

En tant que courtier, nous nous efforçons de mettre le bon expert face à nos clients. Nous nous mettons en quatre pour leur offrir une expérience exempte de toute complexité inutile - juste le conseil dont nos clients ont besoin dans un langage qu'ils comprennent.

Indicateurs de marché

Synthèse

	Capacité de souscription	Facilité d'accès à la souscription	Évolution des primes	Niveaux de franchise
Construction	=	=	=	=
Cyber	↗	↗	↘	↘
Dommage aux biens	↗	=	= ↘	=
Energie	↗	↗	↗	↗
Flotte Automobile	↘	↘	↗	↗
Fraude	=	=	↗	=
M&A	↗	↗	↘	↘
Médical	↘	↘	↗	↗
Science de la vie	=	↗	=	↗
Marine et transport	↗	↗	=	=
Protection Sociale	↘	NA	↗	NA
Responsabilité civile générale	=	=	=	=
Responsabilité des dirigeants	↗	↗	↘	=
Risques climatiques et solutions paramétriques	↗	↗	↗	=
Risques environnementaux	=	=	=	=
Responsabilité civile professionnelle	↗	↗	↘	=
Risques politiques	↗	=	↘	NA

	Capacité de souscription	Facilité d'accès à la souscription	Évolution des primes	Niveaux de franchise
Individuelle Accident	=	↗	=	=
Fine art	=	=	=	=
Annulation	↘	↘	↗	=
Terrorisme et violences politiques	↗	=	↘	=

01 Construction _____ p.8

02 Cyber _____ p.16

03 Dommages aux biens _____ p.24

04 Energie _____ p.32

05 Flotte Automobile _____ p.40

06 Fraude _____ p.54

07 M&A _____ p.60

08 Marine et transport _____ p.66

09 Medical et Science de la vie _____ p.72

10 Protection sociale _____ p.78

11 Responsabilité civile générale _____ p.96



12 Responsabilité civile professionnelle _____ p.102

13 Responsabilité des dirigeants _____ p.108

14 Risques climatiques et solutions paramétriques _____ p.114

15 Risques environnementaux _____ p.120

16 Risques politiques _____ p.128

17 Risques spéciaux _____ p.134

18 Terrorisme et violences politiques _____ p.142



Sommaire

Construction

Construction

En France le nombre de mises en chantier continue de diminuer, surtout en ce qui concerne le logement. Le nombre de permis de construire a chuté de 17 % sur une période de 12 mois, vu à fin mai 2024. Le secteur de la maison individuelle est particulièrement frappé par cette conjoncture.

Au titre de notre activité « construction », nous constatons cependant une activité soutenue pour des opérations de réhabilitation d'immeubles tertiaires ou hôtels, notamment à Paris et des projets à forts enjeux dans les domaines de l'industrie et de l'énergie.

A l'international et particulièrement en Afrique et Moyen-Orient, le besoin d'accompagnement des acteurs reste à un haut niveau pour les ingénieries, entreprises ou investisseurs.

Au niveau mondial les capacités et conditions demeurent soumises à l'exposition « événements naturels » des projets.

Enfin la décélération de l'inflation diminue la tension sur les taux dès cette année.

Nous proposons de distinguer les deux types de placements les plus importants en « construction » :

- Tous risques chantiers montages et essais, notamment pour des projets industriels (TRC et TRCME)
- Assurances décennales

Indicateurs marché

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Le marché français garde de l'appétit pour ce type d'assurances y compris sur de grands projets d'infrastructures ou industriels. Il convient cependant de noter une stabilité des engagements par rapport à 2023 qui conduit toujours à des montages de coassurances quasi-systématiques soit en présence de montants élevés, soit en face de nouvelles technologies pour les projets industriels.

Capacité de souscription

Les capacités demeurent élevées mais les parts allouées sur les projets demeurent limitées. La souscription de volets « pertes financières » (PEA) peut réduire les engagements au regard du cumul de capacité avec le volet « dommages ».

Nous constatons un attrait du marché pour la commande publique que ce soit pour des projets de bâtiments ou de génie civil.

Au niveau mondial la capacité sur un projet est de l'ordre de 2 milliards de dollars et pourrait être en légère progression du fait de nouveaux acteurs sur les marchés internationaux, notamment à Londres.

Facilité d'accès à la souscription : les saisines doivent être très bien documentées pour obtenir des réponses, et les grands projets font l'objet de visites de prévention qui sont imposées pendant toute la durée des projets.

Évolution des primes

Les primes restent stables en 2024 par rapport à 2023 avec des amplitudes de négociations fortes tout en tenant compte du besoin de consensus avec l'ensemble des co-assureurs.

Niveaux de franchises

Nous n'avons pas constaté une pression des marchés pour augmenter les franchises.

Un regard au niveau mondial

Nos équipes de Londres ont réalisé un « mapping » des appétits vu à fin 2023 (sources : London Market Appetite Survey – HOWDEN 2023).

La zone Europe est cohérente avec les tendances mondiales.

Tableau des appétits par type de construction et territoire

Le tableau classe les appétits des assureurs selon le type de construction, par ordre décroissant sur la gauche, et selon les territoires, également par ordre décroissant en haut. L'objectif est de montrer les appétits les plus fortes en fonction du type de construction et du territoire dans le coin supérieur gauche, et les appétits les plus faibles dans le coin inférieur droit.

Coverage Type	UK	European Union	Canada	Australia	Middle East	USA	Africa	Asia	Central & Latin America	Israel	India	Average coverage type score
▲ Power - Gas	3.3	3.5	3.4	3.4	3.4	3.2	3.0	3.2	3.0	2.9	2.3	3.1
NEW Petrochem	3.0	3.2	3.1	3.1	3.2	2.9	3.1	2.9	2.6	2.7	2.3	2.9
▼ Oil and Gas Processing	2.9	3.3	3.2	3.1	3.2	2.9	2.9	2.9	2.6	2.6	2.1	2.9
▼ Buildings	3.5	3.0	3.1	3.1	2.7	3.1	2.4	2.5	2.3	2.3	1.7	2.7
NEW Hydrogen	2.8	3.0	2.8	2.8	2.9	2.7	2.6	2.7	2.6	2.4	2.1	2.7
▼ Civils	3.3	3.2	3.0	2.8	2.8	2.9	2.4	2.5	2.2	2.1	1.7	2.6
▲ Renewables - Solar	3.0	3.1	3.0	3.1	3.0	2.8	2.8	2.7	2.7	2.6	1.8	2.8
▲ Renewables - Wind	2.9	2.9	2.9	2.9	2.8	2.8	2.7	2.6	2.5	2.5	1.8	2.7
▼ Pipelines	2.7	2.8	2.8	2.7	2.8	2.5	2.5	2.5	2.5	2.2	1.9	2.5
▼ Mining	2.6	2.6	2.7	2.6	2.5	2.6	2.6	2.4	2.4	2.0	1.7	2.4
NEW Carbon Capture	2.7	2.7	2.5	2.5	2.5	2.4	2.3	2.4	2.3	2.3	1.9	2.4
▲ Renewables - Battery Storage	2.7	2.8	2.7	2.8	2.7	2.6	2.6	2.5	2.3	2.5	1.7	2.5
NEW Renewable Natural Gas (Anaerobic Digestion)	2.5	2.6	2.4	2.4	2.4	2.2	2.4	2.3	2.2	2.2	1.9	2.3
▼ Roads	2.8	2.8	2.5	2.3	2.4	2.5	2.1	2.3	2.0	2.0	1.7	2.3
▼ Bio Fuels	2.5	2.4	2.5	2.3	2.3	2.3	2.1	2.2	2.1	2.0	1.8	2.2
▼ Power - Nuclear	2.3	2.5	2.4	2.4	2.2	2.2	2.2	2.2	2.3	1.9	1.7	2.2
▼ Tunnels	2.5	2.6	2.4	2.4	2.3	2.4	2.2	2.3	1.8	1.8	1.5	2.2
▼ Waste to Energy	2.3	2.4	2.2	2.3	2.4	2.1	2.1	2.2	2.1	2.0	1.7	2.2
▼ Transmission & distribution lines	2.2	2.3	2.2	2.2	2.3	2.1	2.2	2.1	2.0	2.0	1.6	2.1
▲ Modular/Pre-fab buildings	2.5	2.3	2.5	2.3	2.2	2.3	1.8	1.9	1.9	1.9	1.4	2.1
NEW Geothermal	2.2	2.3	2.1	2.1	2.1	1.9	2.2	2.1	2.1	2.0	1.7	2.1
▼ Wet Works	2.0	2.1	1.9	1.8	2.0	1.8	1.8	1.8	1.6	1.4	1.3	1.8
▲ Renewables - Hydro Power	1.5	1.6	1.7	1.6	1.7	1.6	1.7	1.5	1.6	1.5	1.3	1.6
▼ Contractors Annual	2.4	1.8	2.1	2.0	1.4	1.8	1.1	1.3	1.1	1.1	0.8	1.5
▲ GPE	2.1	1.5	1.9	1.7	1.5	1.4	1.4	1.4	1.0	0.8	0.9	1.4
▼ Underground Mining	1.3	1.4	1.3	1.2	1.1	1.1	1.3	1.2	1.2	1.1	0.9	1.2
▼ Tunnel Boring Machines	0.9	0.9	1.0	0.8	0.9	0.8	0.9	0.8	0.7	0.7	0.5	0.8
▲ Frame	1.5	0.9	1.4	0.8	0.6	1.2	0.5	0.4	0.5	0.6	0.3	0.8
▼ Power - Coal	0.5	0.6	0.4	0.3	0.5	0.3	0.6	0.3	0.4	0.6	0.4	0.4
▼ Coal Mining	0.4	0.5	0.3	0.3	0.4	0.3	0.5	0.3	0.3	0.4	0.3	0.4
Average Territories Score	2.33	2.33	2.29	2.22	2.19	2.13	2.05	2.03	1.91	1.85	1.49	

■ Fort appétit
■ Faible appétit

Le chiffre d'affaires de la souscription en décennale est évidemment frappé par la crise du logement ; cependant cela n'a pas conduit à une augmentation des taux de primes que ce soit pour les polices de projet (dommage ouvrage) ou les polices d'activités (RC décennale).

Capacité de souscription

Les capacités de souscription sont stables avec une limite de mobilisation des capacités totale de l'ordre de +/- 450 millions d'euros sur un projet.

Nous avons pu également constater la multiplication des accords de coassurances, ce qui est une évolution de la pratique des acteurs en dommage ouvrage.

Les acteurs en RCD demeurent en nombre limité, voire en diminution du fait du retrait de certains acteurs « historiques », ainsi les affaires sont peu remises sur le marché sauf résiliation du fait de changement de stratégie de l'assureur tenant.

Facilité d'accès à la souscription

L'exigence de documentation technique reste une constante.

Il convient de noter la persistance des difficultés en RC décennale pour couvrir :

- Les acteurs des Énergies Renouvelables et notamment les activités de pose de panneaux photovoltaïques. Ce qui constitue un frein pour cette activité en général mais également dans la diversification des entreprises du BTP.
- La RCD d'intervenants étrangers en France et particulièrement les maîtres d'œuvres.

Nous avons pu constater fin 2023 et au cours du premier semestre 2024, une réelle volatilité des conditions d'un assureur à l'autre que ce soit en assurances de projet que d'activités ; ce qui démontre un contexte de marché concurrentiel et fait d'opportunités.

Évolution des primes / franchises

Les primes restent stables en 2024 par rapport à 2023 et nous ne constatons pas de pression des marchés pour augmenter les franchises.



Notre actualité

En 2024 Howden France est notamment devenu le courtier de grands projets publics d'infrastructures et de projets de réhabilitations lourdes en centre urbain, démontrant ainsi sa différenciation par le conseil et sa capacité de mobiliser les marchés.

Nos recommandations Construction

La préparation des dossiers à l'usage des assureurs (et réassureurs éventuellement) est un élément clé de la réussite des consultations du marché. Cette phase amont doit être particulièrement travaillée pour :

- Avoir une vision stratégique des risques « projet », c'est-à-dire à « 360° et tous risques confondus » (dommage, RC, décennale).
- Consulter le marché sur une base « sur mesure »
- Préparer une documentation pertinente et complète.

Notre vision se résume à Anticiper, Documenter, Négocier (ADN).

“

La préparation des dossiers à l'usage des assureurs (et réassureurs éventuellement) est un élément clé de la réussite des consultations du marché.

Claude Noël

Directeur ligne produits Construction



Cyber

Cyber

En 2024, le marché de l'assurance Cyber a confirmé la tendance à la baisse des montants des primes pour les assurés, particulièrement pour les comptes non sinistrés. Cependant, des difficultés persistent pour proposer des assurances Cyber aux établissements gérant des données sensibles, tels que les données de santé, les volumes importants de données personnelles, ainsi que les secteurs de paris en ligne et de paiements en ligne.

Indicateurs marché

Facilité d'accès à la souscription

Capacité de souscription



Évolution des primes

Niveaux de franchises



Situation en France

En France, le marché de l'assurance Cyber représente moins de 400 millions d'euros de primes, selon France Assureurs et l'AMRAE. Ce marché est dominé par les grands groupes du SBF 120, qui continuent de représenter plus de 80% de cet encaissement.

Sinistralité et couverture

Depuis 2023, la sinistralité observée sur le marché reste sous contrôle avec un rapport sinistre sur prime inférieur à 30%.

Toutefois, ce chiffre doit être nuancé à deux titres :

- De nombreux sinistres restent à la charge des entreprises victimes d'attaques Cyber, faute d'assurance ou d'une couverture suffisante et ne sont donc pas intégrés dans les statistiques du marché,
- Le volume de prime du marché encore relativement faible le rend sensible à toute sinistralité de masse telle que celle que l'on aurait pu imaginer suite aux incidents liés à la mise à jour de l'EDR CrowdStrike.

À l'échelle mondiale, en 2023, les primes de l'assurance Cyber collectées dépassent les 16 milliards de dollars (Source: Fortune Business Insight). L'année 2024 marque un tournant, avec une croissance moins rapide du marché nord-américain, autrefois dominant, par rapport aux autres marchés (Europe et EMEA). Désormais, ces marchés cumulés surpassent le marché nord-américain. Des experts prévoient que le marché dépasse le seuil des 20 milliards de primes collectées d'ici 2025.

Situation Mondiale

À l'échelle mondiale, en 2023, les primes de l'assurance Cyber collectées dépassent les 16 milliards de dollars (Source: Fortune Business Insight). L'année 2024 marque un tournant, avec une croissance moins rapide du marché nord-américain, autrefois dominant, par rapport aux autres marchés (Europe et EMEA). Désormais, ces marchés cumulés surpassent le marché nord-américain. Des experts prévoient que le marché dépasse le seuil des 20 milliards de primes collectées d'ici 2025.

Réassurance et Mesures de Sécurité

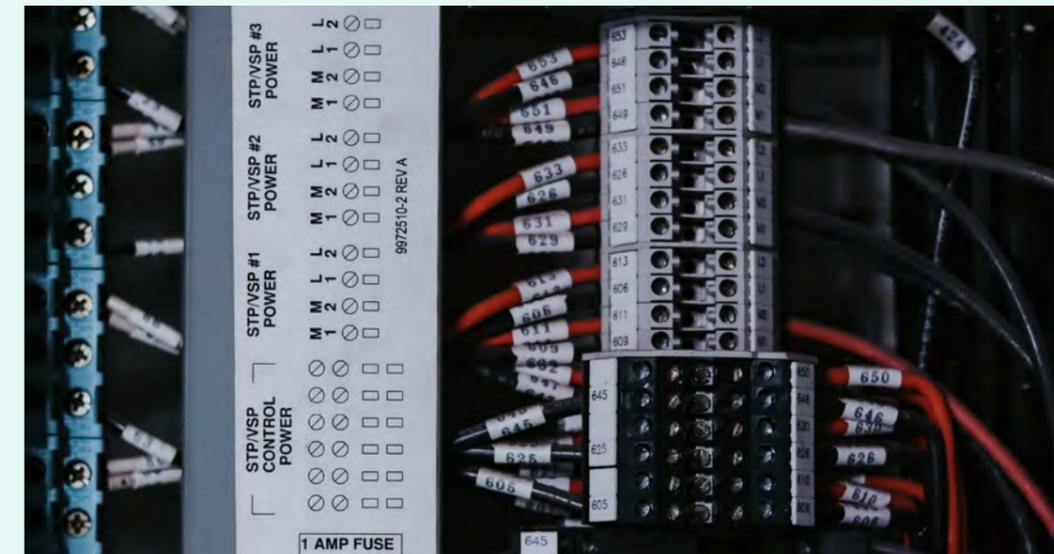
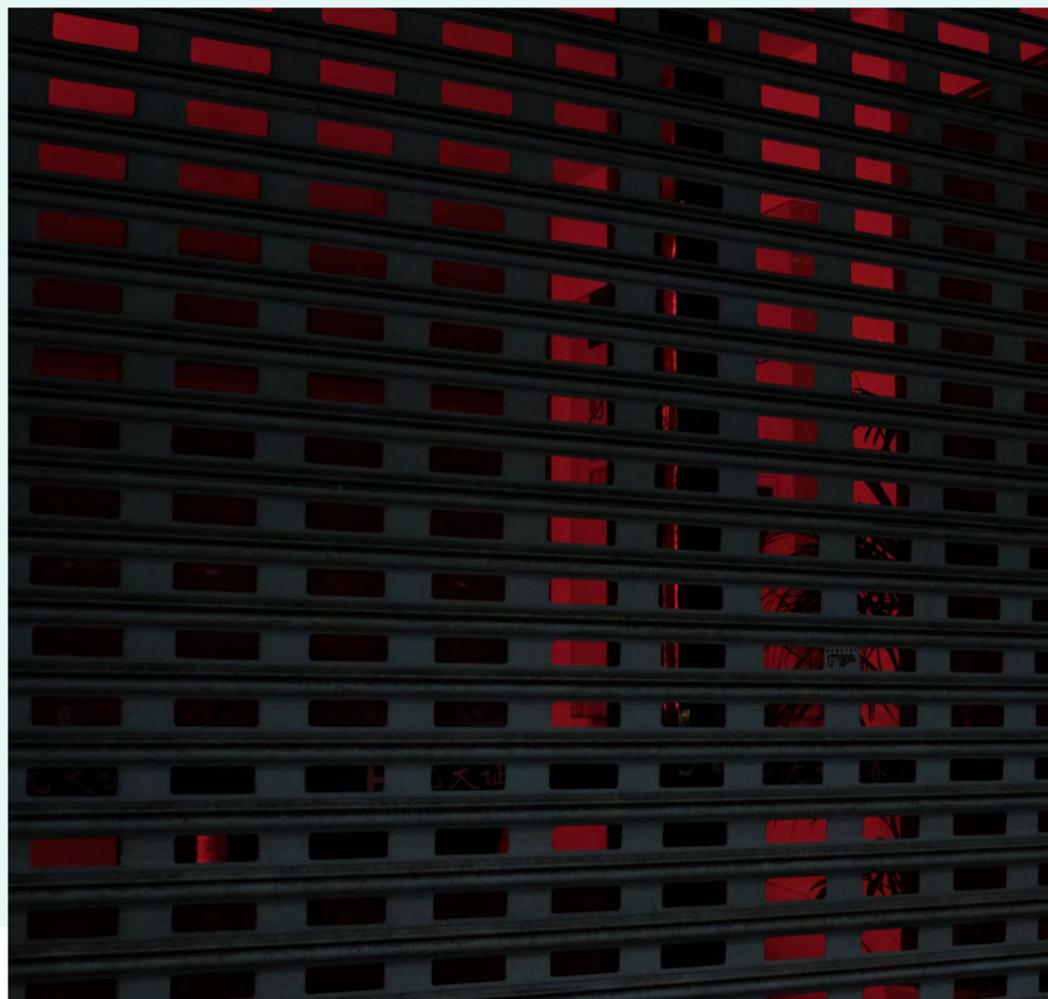
Le marché de la réassurance en Cyber reste très attentif aux sous-jacents techniques, imposant des mesures de sécurité telles que la double authentification en cas d'accès distant dit « MFA », ou le scan externe.

Innovations et Résilience

Les assureurs les plus actifs en Cyber trouvent de nouvelles solutions de transfert de risque sur les marchés financiers, notamment via des "Cat bonds" pour protéger les bilans en cas d'attaque Cyber systémique. Le retour des marchés financiers sur le marché des Cat bonds Cyber est une bonne nouvelle, permettant au marché de l'assurance Cyber de porter plus de risque et de renforcer ainsi sa résilience.

Conclusion

En conclusion, le marché de l'assurance Cyber en 2024 montre des signes de maturité croissante, malgré des défis persistants. La baisse des primes pour les comptes non sinistrés et l'innovation dans les solutions de transfert de risque sont des indicateurs positifs pour l'avenir de ce secteur.



Tendances 2025

Capacité de souscription

En première ligne, les assureurs déjà présents sur le marché peuvent plus facilement offrir des couvertures allant jusqu'à 10 millions d'euros. Plusieurs acteurs traditionnellement présents sur les lignes d'Excess envisagent désormais des positionnements en première ligne. Sur les lignes excess, les assureurs peuvent déployer jusqu'à 20 millions d'euros au total.

De nouveaux acteurs, tels qu'ARCH, Descartes Insurance, SOMPO, ainsi que des MGA, cherchent à apporter de nouvelles capacités. Les plus grands acheteurs du marché ont retrouvé les niveaux de capacité atteints avant 2019, avec des montants de plusieurs centaines de millions d'euros.

Facilité d'accès à la souscription

La demande d'information pour les PME et ETI est simplifiée, facilitant ainsi la souscription avec des exigences de sécurité Cyber réduites (MFA, EDR). En revanche, pour les groupes ayant plusieurs métiers, l'homogénéisation des systèmes de sécurité Cyber, exigée par les assureurs, complique souvent la mise en place de cette assurance. Le déploiement de la double authentification pour tous les collaborateurs dans certaines industries représente des coûts importants, ce qui pousse les industriels à retarder cette mise en œuvre. Pourtant, cette double authentification est cruciale.

Évolution des primes

Le marché de l'assurance Cyber a permis en 2024 de présenter à nouveau des offres compétitives. Pour 2025, les capacités disponibles et l'arrivée de nouveaux entrants permettront d'obtenir des baisses de primes malgré la survenance de sinistres majeurs à travers le monde.

Niveaux de franchises

Les franchises en 2024 connaissent des baisses significatives sur les risques bien gérés et non sinistrés.

Les quantités non garanties apparues en 2019 en cas de chiffrement et de paiement de rançons tendent à disparaître.

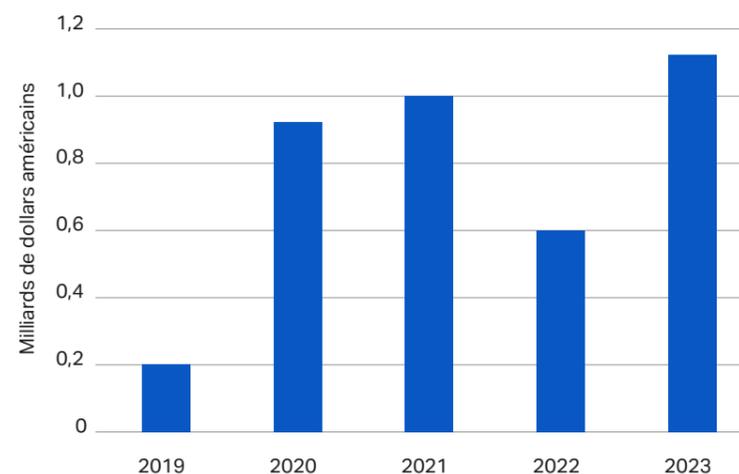
Etat de la menace

En 2023, le montant des rançons payées à la suite d'attaques Cyber a dépassé le milliard de dollars dans le monde, marquant une triste première. Cette somme illustre la richesse générée par cette activité frauduleuse.

Les cyberattaquants disposent désormais de "trésors de guerre" pour financer en continu l'acquisition de nouvelles techniques et de nouveaux talents. Ils se sont également lancés dans la course à l'utilisation de l'intelligence artificielle et des modèles de langage pour automatiser, entre autres, l'ingénierie sociale utilisée dans la Cyber Threat Intelligence..

Revenus perçus par les attaques de ransomware - 2019 à 2023

(Source : Chainalysis)



En 2023, plus de 23 000 vulnérabilités ont été répertoriées par les 400 membres du consortium gérant le référentiel CVE.org.

Cela signifie que les équipes informatiques doivent quotidiennement "patcher" et réparer ces vulnérabilités, tandis que les cyberattaquants identifient ou exploitent chaque jour des "portes restées ouvertes" dans les systèmes d'information des entreprises. Les assureurs utilisent de plus en plus des scanners de surfaces externes sur le web dans leurs processus de souscription.

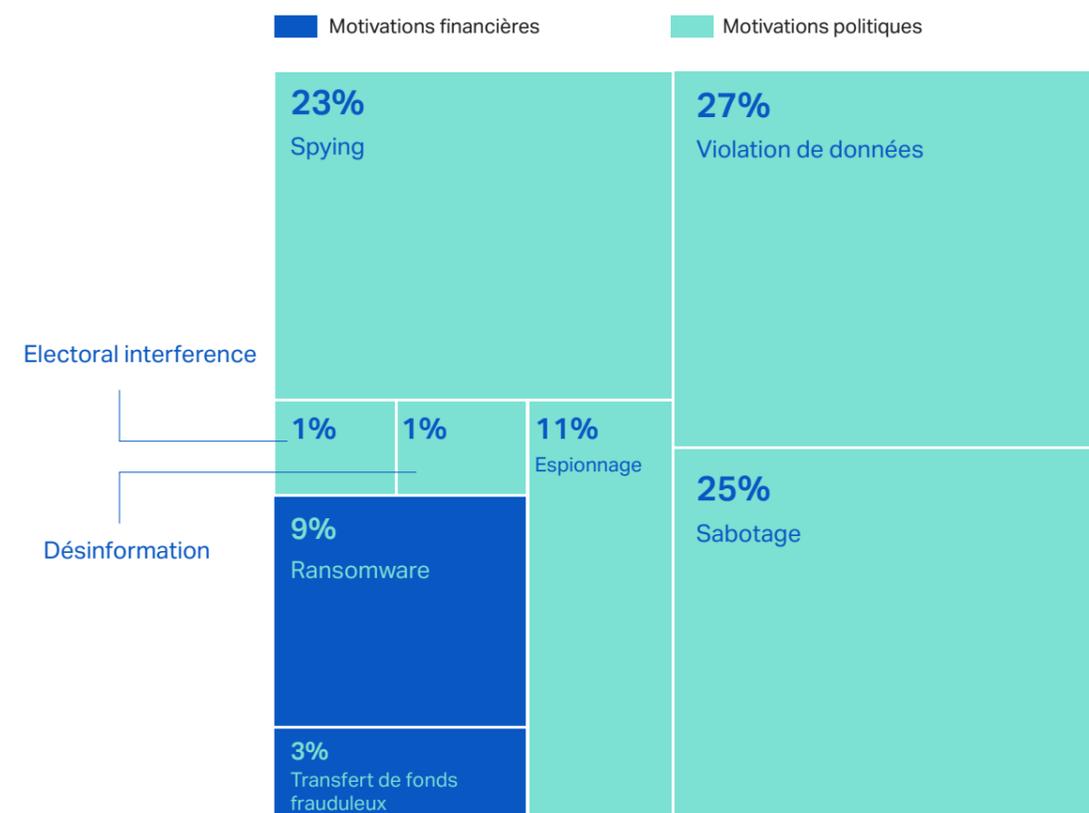
Les entreprises doivent "vivre avec" ce reflet de leur hygiène de cybersécurité, bien que ce reflet soit souvent partiel, voire déformé. Ces scans ne permettent pas de connaître le niveau de résilience ni le niveau de formation en cybersécurité des collaborateurs, par exemple.

Principaux outils utilisés sur le marché :

- Board of Cyber
- Bitsight
- CyberWrite
- SecurityScorecard

En 2024, chez Howden, nos équipes d'experts utilisent CyberWrite et les outils choisis par les clients.

Principales cyberattaques affiliées à des États, par type - avril 2023 à mars 2024 (Source : analyse Howden des attaques enregistrées par le SCRS)



Selon 70% des CISO interrogés lors du World Economic Forum, l'instabilité géopolitique influence significativement l'état de la menace cyber.

Nos recommandations Cyber

“

Les équipes de sécurité cyber opèrent dans un espace web ultra-connecté, imposant une hygiène cyber rigoureuse. Cela passe par une connaissance approfondie des actifs digitaux, la protection des actifs clés et des accès à ces actifs, notamment via la double authentification (MFA) imposée par les assureurs.

Léopold Larios de Piña

Directeur Cyber

Nous vous conseillons de travailler en étroite collaboration avec des experts en cybersécurité pour :

- Renforcer la protection de votre entreprise.
- Adapter en permanence les stratégies d'assurance en fonction de l'évolution des risques géopolitiques.
- Rester informés des développements législatifs pour garantir une couverture efficace et proactive.

Dommages aux biens

Dommages aux biens

Le marché de l'assurance Dommages aux Biens continue d'évoluer dans un contexte économique et social incertain et reste fortement influencé par les résultats de la réassurance qui cette année encore devrait influencer les politiques de renouvellement pour 2025.

Les renouvellements des traités de réassurance à mi-année n'ont pas connu la même tendance haussière qu'en fin 2023 en raison d'une amélioration de la profitabilité du marché de la réassurance.

Indicateurs marché

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Points clés 2024

Les renouvellements intermédiaires de 2024 permettent d'observer une tendance vers un assouplissement plus ou moins marqué des conditions d'assurance, selon la typologie des entreprises et les secteurs d'activités. Cette souplesse est notamment constatée pour les Grandes Entreprises qui ont su développer et maintenir une politique d'investissements en matière de prévention et protection.

En parallèle, l'adoption du décret détaillant la nouvelle provision « pour résilience » pouvant être constituée par les entreprises captives de réassurance publié le 9 juin 2023, a permis le déploiement en France du mécanisme avec plus de 14 captives déjà créées et pourraient, après les Grandes Entreprises, se développer auprès du segment des entreprises de taille intermédiaire (ETI).

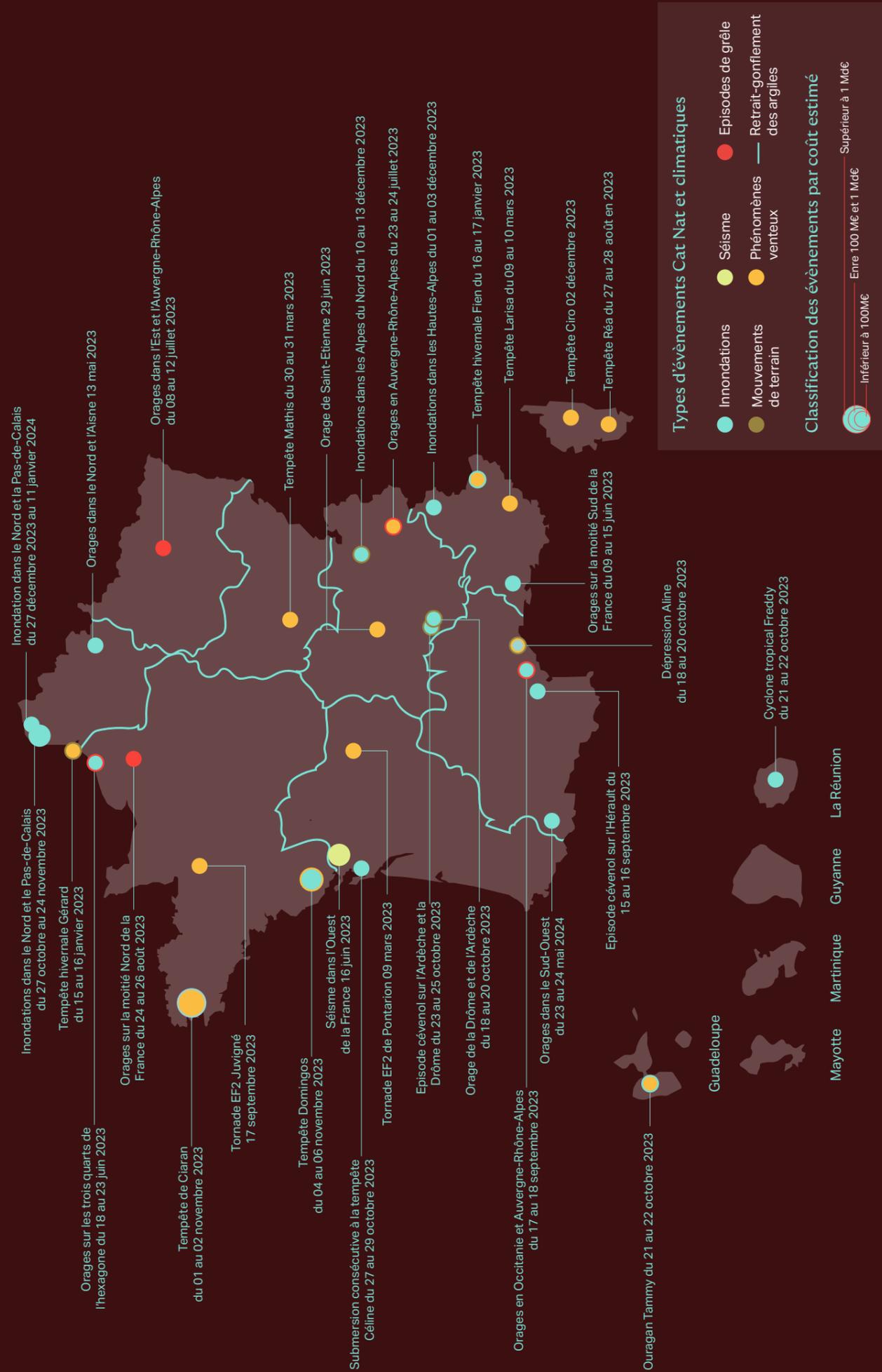
En ce qui concerne ces dernières et les PME, la tendance est moins marquée avec une plus grande stabilité des prix en raison notamment de l'impact des événements naturels en 2023 et 2024 (inondation en février 2024 dans les Hauts de France), des récents mouvements sociaux (Nouvelle Calédonie), de la politique de retrait de certains assureurs sur le marché domestique. L'assouplissement du marché pour les PME devrait se faire ressentir en fin d'année avec des opportunités pour les entreprises bénéficiant de bons fondamentaux (sinistralité et prévention).

Sur le marché français, l'évènement majeur au 1er janvier 2025 sera l'augmentation de la surprime Catastrophes Naturelles de 12% à 20% qui va impacter le budget Dommages aux Biens des entreprises.

Cette augmentation était attendue par le marché de l'assurance en raison de la sinistralité croissante enregistrées par ce dernier au cours des 10 dernières années et particulièrement depuis 2022.

Principaux événements Cat Nat et climatiques en 2023

Cartographie issue du MRN bilan annuel événements CatClim 2023, France Assureurs, ADMIN EXPRESS (IGN)



Capacité et garantie

6,5 milliards d'euros, c'est le coût des sinistres climatiques de l'année 2023, représentant la 3ème année la plus coûteuse en France.

Cette évolution défavorable de la sinistralité Evénements Naturels se retrouve également au niveau mondial ; avec un coût global des pertes assurées sur les 6 premiers mois de l'année de 62 Mds de dollars contre 37 Mds pour la même période en moyenne sur les 10 dernières années.

S'agissant de l'assurance des Collectivités publiques et de manière plus générale s'agissant des Appels d'offres marchés publics, le marché reste extrêmement restreint en raison, non seulement de leur exposition aux événements naturels mais surtout aux événements émeutes et mouvements populaires (2023 : coût évalué à 780 millions d'euros) et 2024 (Nouvelle Calédonie, estimation supérieure à 1 milliard d'euros).

Les conflits internationaux actuels et possiblement à venir sont susceptibles de modifier les tendances économiques et d'influer sur celles des coûts de l'assurance.

Nous observons un regain de la capacité sur le marché de l'assurance Dommages aux Biens lié à l'arrivée de nouveaux acteurs (SOMPO) et au développement de certains autres (VOLANTE, EVEREST, VHV), qui permettent ainsi de compenser la baisse de capacité de certains assureurs traditionnels.

Cette tendance s'accompagne de contrats de durée (LTA) qui sont plus facilement accordés par les assureurs sur le segment des grandes entreprises et ETI.

Le niveau des garanties et des franchises délivrées par le marché reste stable à l'exception de certains événements pour lesquels les assureurs ont marqué leur volonté de s'aligner sur des pratiques de marché à l'international, à savoir la sous-limitation des événements grêle ou émeutes et mouvements populaires.

La vigilance des assureurs reste de mise en ce qui concerne la rédaction des textes de police ainsi que la valorisation des capitaux assurés.



Marché de la réassurance

Après 6 ans de hausse, le marché de la réassurance Facultatifs est redevenu stable depuis quelques mois.

Cette tendance pourrait également être constatée en fin d'année sur la réassurance Traités, après un renouvellement 2024 en forte tension (au niveau du tarif et des rétentions).

L'inflation, bien que plus modérée, les tensions au Moyen Orient, la guerre en Ukraine ainsi que l'absence de nouveaux capitaux conduisent globalement à un maintien des taux.

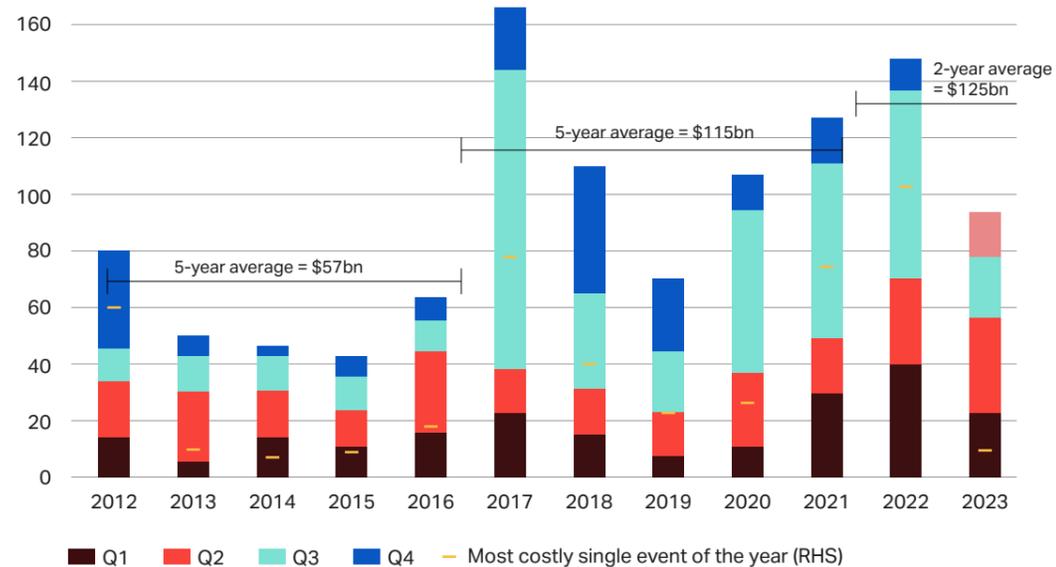
Toutefois, les bons résultats des réassureurs constatés en 2024, ainsi qu'une demande de croissance du marché due aux taux élevés devraient accroître la compétition et engendrer des baisses en 2025.

Les assureurs/réassureurs diminuent leur part afin de contraindre la volatilité des résultats, notamment pour les risques naturels (Nat Cat).

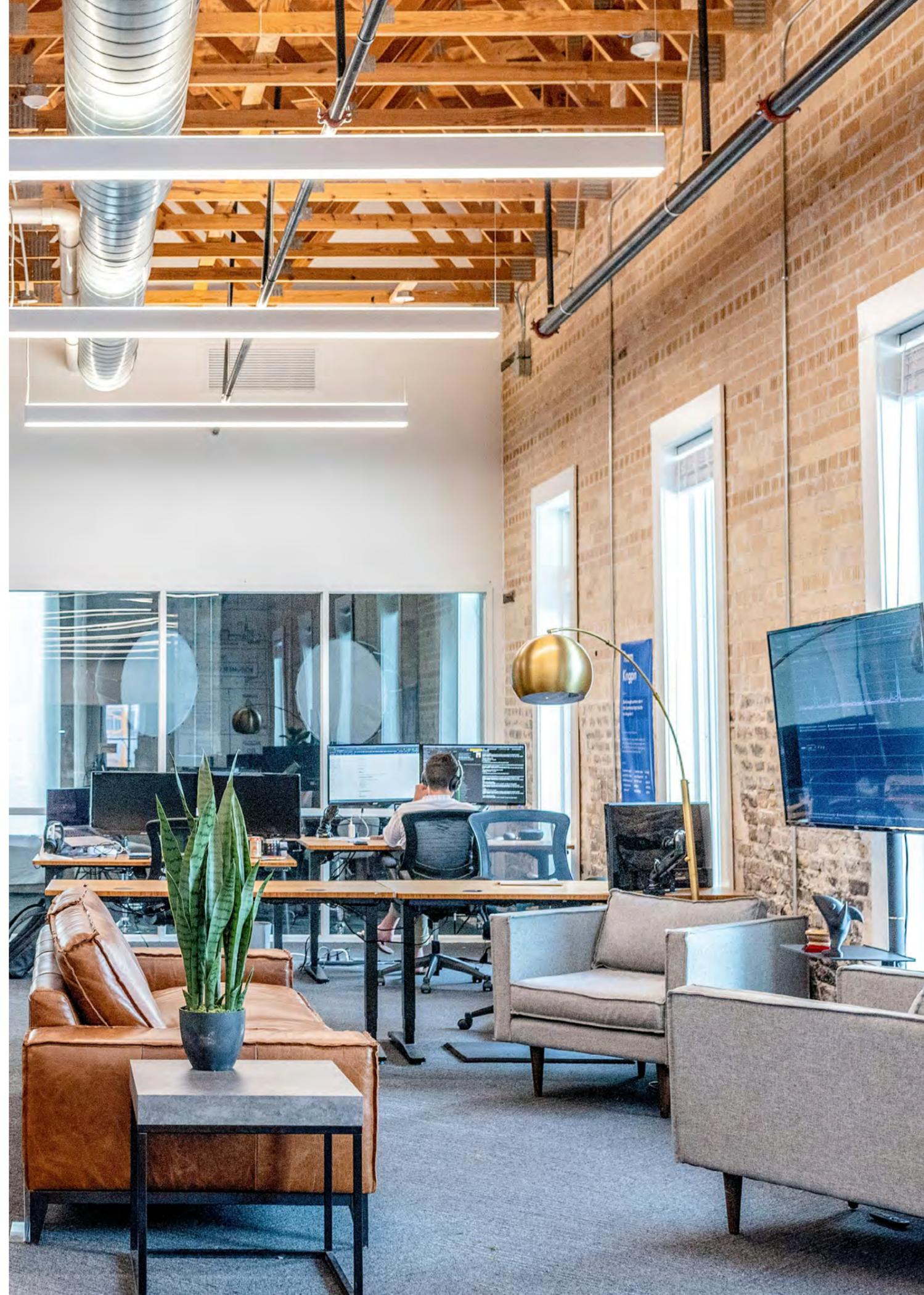
Les événements naturels ainsi que les garanties SRCC (grève, émeutes, mouvement populaires) font l'objet de sous-limites plus basses que par le passé.

Cependant, ces évolutions restent subordonnées à l'évolution de la saison cyclonique aux USA (impact des ouragans Milton et Héléne évalués à ce jour à plus de 35 milliards de dollars).

Augmentation des pertes dues aux catastrophes naturelles assurées
100 milliards d'USD désormais « normaux ». Quand atteindrons-nous les 200 milliards de dollars ?



Source NOVA



Nos recommandations Dommages

“

Le département Dommages de Howden France vous accompagne dans l'étude de solutions pour le renouvellement et le déploiement de vos programmes et polices d'assurance Dommages aux Biens tant en France qu'à l'étranger.

Olivier Guenot

Directeur Dommages

Dans un marché qui a vocation à s'assouplir, il est important de mettre en valeur auprès des assureurs la qualité des risques de nos clients au travers d'une communication claire et la plus complète possible sur les investissements prévention et protection.

Pour les entreprises exerçant dans des secteurs d'activités jugés sensibles ou présentant des expositions importantes, des solutions alternatives et innovantes (assurance paramétrique, ART, réassurance...) restent des axes stratégiques de placement en complément des solutions traditionnelles.



Energie

Energie

Il faudra 110 milliards de dollars d'investissements afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Devant de tels montants d'investissements, les assureurs veulent être présents sur ce secteur stratégique. Même si les capacités augmentent « globalement », les parts par assureur impliquent une nécessité de co-assurance plus large et plus internationale, d'autant que le monde de l'Energie n'échappe pas à l'impact des risques émergents qui rend les souscriptions des programmes d'assurance beaucoup plus complexes.

Les solutions assurantielles sont donc sophistiquées et souvent intersectorielles et multiples.

Indicateurs marché

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Howden Natural Resources englobe le Raffinage / Pétrochimie, l'Exploration & Production, la production d'électricité et les Energies Renouvelables. Le département Natural Ressources c'est 750 clients, 250 marchés de spécialités, 165 spécialistes, 1,5bn\$ de prime annuelle collectée et 2,8bn \$ de sinistres gérés au cours des cinq dernières années.

Howden France, qui travaille en étroite collaboration avec le réseau Howden Natural Ressources lui-même extrêmement bien positionné dans le monde des énergies, a développé deux expertises fortes dans le domaine de la Géothermie et de l'Hydrogène. cette expertise « unique » a permis d'identifier les acteurs des marchés d'assurances et de réassurances et d'accompagner nos clients vers le succès .



Capacité de souscription

L'énergie n'est pas un secteur « monobloc ». Il faut donc distinguer selon les activités:

- Le secteur Exploration & Production et Raffinerie / pétrochimie pour lequel la capacité du marché se stabilise et est abondante.
- Le secteur du power et du renouvelable qui voit de nouvelles capacités entrantes et dont les flux de capacité montrent un vif intérêt des assureurs pour ce secteur. Il est à noter la création à l'échelon international de nouvelles MGA.
- L'hydrogène comme la géothermie bénéficient de capacités « faciles » sur les projets ou actifs jusqu'à 50 millions d'euros et sans co-assurance. Les « méga projets » impliquent une large mobilisation de co-assureurs et ces derniers pourront déployer une capacité de 100 millions d'euros.
- Le solaire et l'éolien terrestres sont portés par les marchés avec une offre abondante pour l'ensemble des risques (sauf l'assurance décennale en France)

Si la capacité mondiale en énergie se situe aux environs de 9 milliards de dollars, celle disponible pour les énergies renouvelables émergentes est beaucoup plus réduite (de l'ordre de 800m\$) dû essentiellement au manque de statistiques sinistres fiables et au fait que les process de production font appel à des technologies en perpétuelle évolution. Parmi les grands acteurs, citons MunichRe, Zurich, Allianz, Tokio Marine, Sampo, Scor.

Facilité d'accès à la souscription

La clé est la qualité de la documentation sous un format pertinent. Le courtier a un rôle « clé » pour « vendre » les projets au marché. S'agissant des assurances liées à l'exploitation, le cadre demeure identique aux risques industriels. Dans le domaine de l'énergie, de tout temps, on a demandé la fourniture d'un dossier de présentation technique et détaillé ainsi que la production de nombreux rapports de visite de risque.

Cette condition étant remplie ; les assurés bénéficient alors de conditions concurrentielles et favorables cela est encore plus vrai si leurs pratiques de gestion des risques est lisible et organisée.

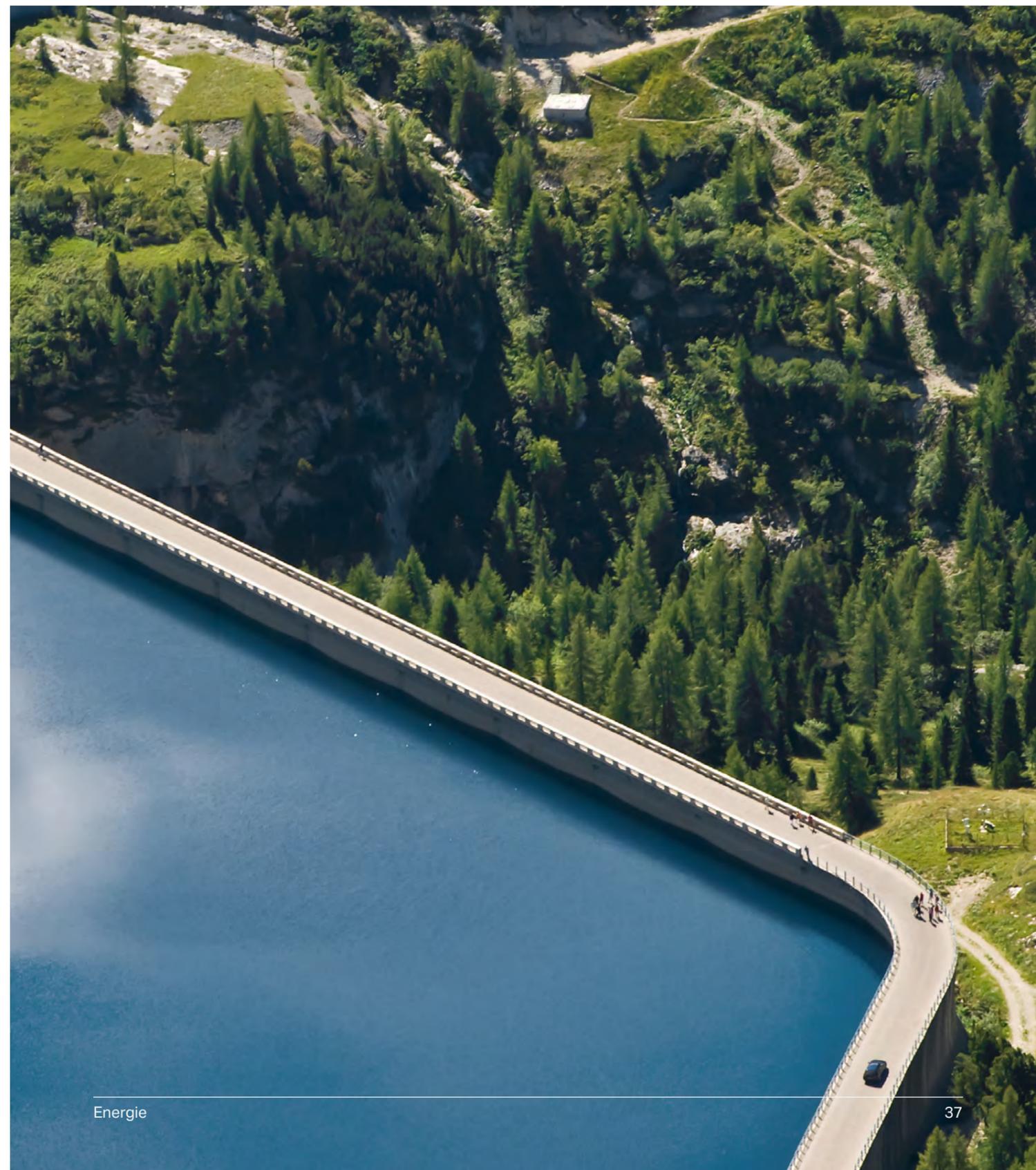
Pour les nouveaux risques comme l'hydrogène qui fait partie des expertises de Howden France, il est nécessaire de présenter toute la chaîne de qualité y compris vis-à-vis des fournisseurs d'équipements (électrolyseurs). Nos expériences récentes démontrent que le marché est présent, soutenu par la réassurance dès lors que les dossiers sont matures et présentés avec transparence.

En ce qui concerne la géothermie : les assurances liées aux forages sont rares et supposent une approche de marchés hors de France. Les questionnaires sont précis, détaillés avec de la part des souscripteurs une réelle compétence technique de la part des acteurs. La géothermie profonde étant un axe de développement, nous constatons que les solutions d'assurances demeurent internationales.

Niveaux de franchise

La sinistralité 2023 étant faible dans tous les secteurs de l'énergie, le marché de l'assurance redevient profitable.

Au-delà de cette vision « globale », les dossiers sont traités au cas par cas avec une analyse de l'exposition notamment aux événements naturels pour lesquels les franchises sont aggravées.



Nos recommandations Energie

Compte tenu des enjeux et de la complexité des placements dans le domaine de l'Energie, il est important de mobiliser les meilleurs experts afin d'obtenir le meilleur des marchés.

Notre valeur ajoutée sera particulièrement pertinente dans la phase de préparation technique et détaillée des dossiers afin d'obtenir les capacités nécessaires.

Nous recommandons vivement, particulièrement pour les risques complexes, l'organisation en amont de la phase de placement, d'une présentation détaillée des risques et des projets avec nos clients aux assureurs principaux. Cela peut être un véritable atout afin de montrer aux marchés la connaissance et prise en compte des risques, la façon dont ils sont appréhendés ainsi que la part de risque que l'assuré est à même de conserver.

“

Nous recommandons vivement, particulièrement pour les risques complexes, l'organisation en amont de la phase de placement, d'une présentation détaillée avec nos clients aux assureurs principaux.

Caroline Haquet

Directrice du développement secteur Energie



Flotte Automobile



Flotte Automobile

Bien que la sinistralité soit contenue en nombre (accidents matériels et corporels stables voir baissiers), plusieurs événements exogènes participent à l'augmentation du cout moyen des sinistres : l'augmentation de la valeur des véhicules, l'augmentation du cout des réparations, le cout des corporels et l'intensification des événements naturels (fréquences et coûts).

Indicateurs marché

Facilité d'accès à
la souscription



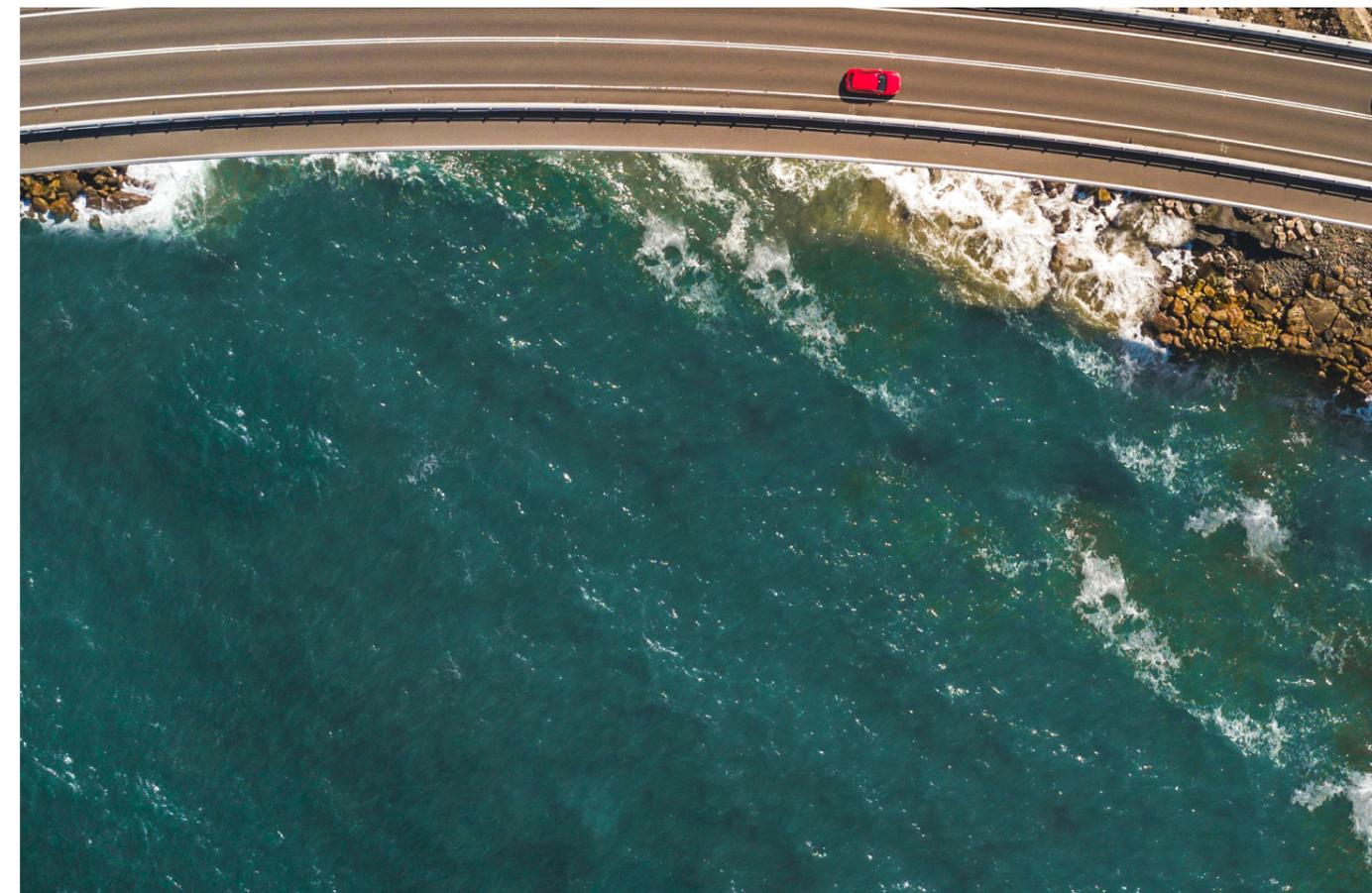
Capacité
de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Augmentation du coût moyen des sinistres :

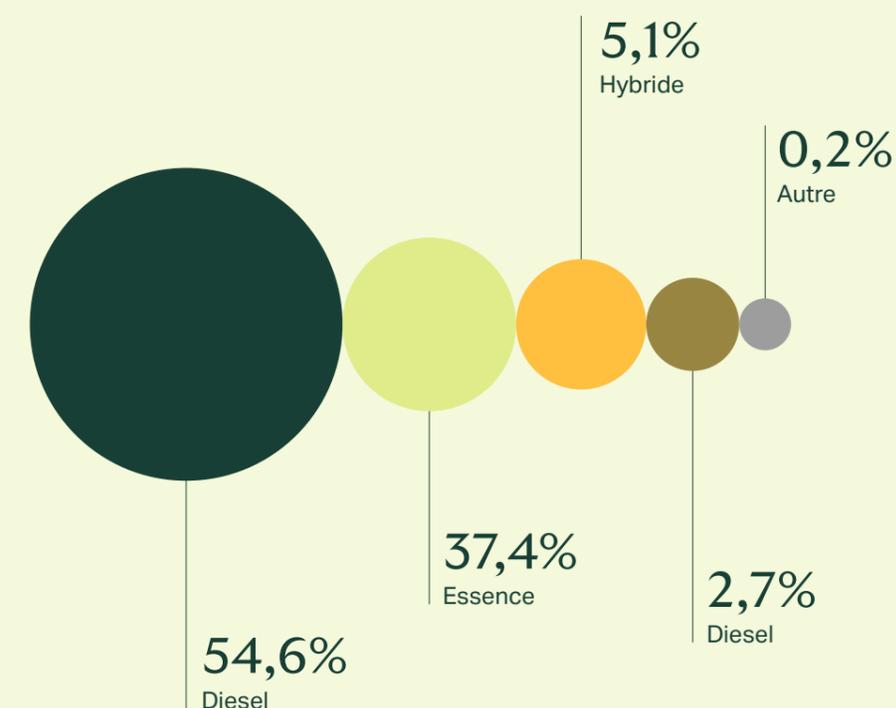
Depuis 2020, le coût de la réparation automobile continue d'augmenter. L'indice SRA qui regroupe le coût moyen des pièces détachées, main d'œuvre et ingrédients peinture poursuit son augmentation entre le premier semestre 2023 et 2024 de près de 8%.

Le poste des pièces détachées augmente le plus (+18% en deux ans) du fait de leur coût unitaire de production, leur faible taux de réparabilité et leur technologie embarquée. L'impact est d'autant plus lourd que ce poste représente presque 53% du coût total !

Coût des réparations

	+7,5%	+7,9%	
	Variation sur 12 mois glissants	Variation S1 24 comparé au S1 23	
		Variation 12 mois glissants	Variation S1 23 / S1 24
 Pièces coût moyen	+8,5%	+9,9%	
 Main d'oeuvre coût horaire moyen	+6,3%	+5,9%	
 Ingrédients peinture coût horaire moyen	+7,3%	+5,4%	

Bien que les véhicules électriques ne représentent qu'une part encore minime de parc immatriculé (3%) ils représentent 8% des véhicules sinistrés dans le panel SRA (2M de rapports d'expertises étudiés). Nous pouvons en déduire une fréquence de collision plus importante que le reste des motorisations.



Ce sont surtout les coûts associés à la réparation des véhicules électriques qui sont alarmants car ils sont en moyenne 21% plus cher que les réparations des véhicules thermiques. Ce chiffre doit être intégré dans le pilotage du risque automobile à l'heure de l'électrification des flottes toujours plus importante. Il reste cependant à nuancer compte tenu de la représentativité de ces motorisations et l'âge moyen des véhicules thermiques qui ne cesse d'augmenter (7.9 ans d'âge moyen en France en 2023 contre 7 ans en 2019).

Les véhicules électrisés : hybrides et purement électriques représentent moins de 8% des véhicules sinistrés. Ce taux, relativement proche de la part dans le parc en circulation, ne permet pas de conclure à un écart de fréquence en fonction de la motorisation. Les autres énergies sont insignifiantes

Les vols totaux sont en constante augmentation depuis la fin de la période covid :

122 700 en 2021 (L'argus de l'assurance)
133 800 en 2022 (L'argus de l'assurance)
140 400 en 2023 (Observatoire Coyotte 2023)

Dans 9 cas sur 10, le véhicule est dérobé sans effraction mécanique.

Source L'Argus de L'assurance 09/04/2024

Coût des corporels

Malgré un parc de véhicules de 58,2 millions de véhicules en augmentation de 1,7% vu à fin 2023, le nombre d'accidents corporels diminuent comme en témoignent :

- La baisse du nombre de décès en 2023 : en France métropolitaine, 3 167 personnes sont décédées en 2023, un résultat inférieur à 2022 (- 3,1 %) et à 2019 (- 2,4 %).
- La mortalité routière est en baisse également en outre-mer. Elle est de 231 tués en 2023, contre 283 tués en 2022 et 254 tués en 2019.
- La baisse du nombre de blessés (graves et moins graves). Pour 2023 le nombre total de blessés est estimé à 234 836, en diminution de - 0,84 % par rapport à 2022, alors que le nombre de blessés graves estimés reste stable (près de 16 000 blessés graves). Par rapport à 2019, la tendance est également à la baisse : - 1,76 % de blessés estimés (dont - 1,92 % de blessés graves estimés).

Evolution des blessés depuis 2010

	Accidents Corporels	Blessés toutes gravités		Blessés graves
	BAAC	BAAC	Estimés	Estimés
2010	67 288	84 461	296 806	19 193
2019	56 016	70 490	239 045	16 248
2020	45 121	55 835	197 422	13 337
2021	53 540	67 057	239 986	15 944
2022	52 380	65 430	236 834	15 956
2023	51 641	64 674	234 836	15 936

Intensification des évènements naturels

Au-delà des dossiers de fréquences récurrentes, nous enregistrons ces dernières années la répétition d'épisodes d'intensité de type évènements naturels (*) ou Catastrophes naturelles.

Une dizaine d'évènements significatifs, principalement des inondations, ont été recensés par la Caisse Centrale de Réassurance (CCR) sur l'exercice 2023 dans son bilan sur les Catastrophes naturelles en France. En ce qui concerne la sinistralité, l'année 2023 pour la 7ème fois en 8 ans, la CCR a dû puiser dans ses réserves.

*Source : L'Essentiel by CCR - Les catastrophes naturelles en France (1982-2023)

Conclusion pour les assureurs

Avec un ratio combiné (*) comptable tout juste favorable en 2023, seul exercice bénéficiaire depuis 10 ans à l'exception des exercices de confinement 2020-2021, les assureurs intensifient leur reconquête de marge et doivent ajuster leurs prix face à l'augmentation régulière et structurelle du risque.

Source : France Assureurs



*Ratio combiné : Rapport entre les décaissements (frais de gestion, commissions versées, provisions pour sinistres, et remboursement des sinistres), et les encaissements (primes et cotisations encaissées).

Les renouvellements sur des contrats à l'équilibre subiront à nouveau, mais dans des proportions moindres que l'an dernier, des hausses conjoncturelles.

Ceux avec des résultats tendus se verront appliquer des hausses importantes, voire des résiliations.

Points clés 2024

Situation du marché

2025 sera encore pour la branche automobile un marché tendu avec des assureurs qui sélectionnent de plus en plus les risques, y compris sur des activités dites classiques (transport pour propre compte, véhicules de services, véhicules de fonction principalement). Les politiques de souscription peuvent changer parfois en cours d'année selon la répartition des activités dans le portefeuille des compagnies ou suite à survenance de sinistres significatifs.

Le nombre d'acteurs des activités de transport ou location se réduit fortement : SMACL en 2023, Balcia en 2024, et la compagnie Zego récemment implantée qui a annoncé son retrait avant l'été.

Capacité de souscription

Elles se réduisent ; les assureurs prenant des provisions pour sinistres « graves » de plus en plus importantes par rapport au risque à couvrir. Les ratios d'équilibre requis par les assureurs sont tirés vers le bas pour atteindre 60% de ratio sinistre sur prime (S/P) cible. Ce ratio peut diminuer encore en dessous de 50% pour les secteurs du Transport ou de la Location Courte durée.

Facilité d'accès à la souscription

Les assureurs sont de plus en plus concentrés sur le pilotage de leurs ratios de performances financières de leurs portefeuilles. Cela complique les phases de négociations commerciales qui se heurtent brutalement à ces impératifs de rentabilité.

Évolution des primes

Compte tenu de la tension sur le risque automobile, les assureurs vont majorer leurs prix en 2025. :

- Coté Responsabilité-Civile, le forfait IDA a augmenté de 9,80% au 01/01/2024, augmentation jamais enregistrée auparavant et reportée mécaniquement sur la partie Responsabilité-Civile Matérielle. Le forfait IDA a augmenté de 53% en 10 ans.
- Au niveau des Dommages l'indice de la réparation SRA décrit ci-dessus sera intégré par les assureurs dans leur revalorisation 2025. En effet, les assureurs vont tous « inflater » (néologisme assez parlant : appliquer l'inflation sur les sinistres connus) le passé et en anticiper le coût des réparations à venir pour calibrer la prime adaptée pour y faire face.
- Le taux de prime additionnelle pour le financement du fond étatique des événements naturels augmente compte tenu des sinistres observés. Cette surprime est de 6 % calculée sur les primes vol et incendie (ou, à défaut, 0,5 % de la prime dommages).

Il sera porté à 9 % en 2025 (ou, à défaut 0,75 % de la prime dommages).

Niveaux de franchises

Dans le cadre de la période haussière précédemment décrite, les niveaux de franchises augmentent garantie par garantie. Sur certaines garanties sans risque d'intensité (comme le bris de glace par exemple) nous constatons une auto-assurance complète de nombreux assurés.

Pour les assurés ayant la surface financière suffisante, cette tendance à l'auto-assurance est également notée sur les garanties responsabilité civile.





Nos recommandations Auto

La maîtrise de vos budgets demeure essentielle et nous préconisons les mesures suivantes :

- Une politique de prévention adaptée pour diminuer la survenance des sinistres
- Une assurance « au plus juste » de vos besoins alliant montages sur-mesure avec intensification de l'auto-assurance (franchises hautes, retrait de garanties..) gérée par le courtier
- Un pilotage régulier des résultats afin d'anticiper toute dérive de sinistralité et prendre les mesures correctives nécessaires.
- Augmenter le taux d'orientation vers les réparateurs agréés afin de maîtriser la charge dommages.
- Intensifier les placements multi branches auprès d'un même assureur.

- Des mises en concurrence auprès d'acteurs sélectionnés
- Une utilisation des outils digitaux afin de limiter l'immobilisation des véhicules et accélérer la gestion des dossiers

Nous créons pour 2025 de nouveaux partenariats avec les assureurs pour diversifier les guichets automobiles en France. Ces nouvelles compagnies ont de l'appétit sur le marché français et nous les accompagnons pour leur établissement local.

Divers législation

L'année 2024 aura connu plusieurs modifications législatives concernant l'automobile dont nous reprenons quelques mesures ci-dessous :

- Permis de conduire Automobile dès 17 ans
- Contrôle technique pour les 2 roues
- Augmentation de la contribution FGAO de 5,90 € à 6,50 € au 1er juillet 2024 (*)

En 2023, le FGAO a indemnisé près de 8 000 victimes blessées pour un montant d'indemnités d'environ 140 M€.

(*) Même si cette augmentation peut sembler dérisoire elle reflète l'intervention croissante du FGAO qui intervient pour indemniser les victimes d'accidents de la circulation causés par un conducteur en défaut d'assurance ou non identifié : automobiliste, cycliste, conducteur de trottinette électrique,...

TPM

De par leur gabarit, la nature des marchandises transportées et le fort kilométrage parcouru, le secteur du transport rencontre des difficultés à trouver des assureurs à des niveaux de prime acceptables pour leur exploitation. En effet, la profession pâtit d'une sinistralité corporel très importante et structurelle.

Les accidents impliquant un PL sont particulièrement graves : en 2021, ils sont mortels dans 14 % des cas, contre 5 % pour les accidents sans PL (source Onisr).

Pourtant depuis plusieurs années la profession s'est dotée de moyens lui permettant de limiter les risques encourus.



TPM

Nous vous conseillons de signaler toute action de prévention auprès de l'assureur lors de la souscription d'un contrat. Il convient ensuite de bien définir avec son courtier le schéma de garanties le plus adapté à l'activité de l'entreprise en se posant les bonnes questions sur les garanties nécessaires (protection juridique, bris de machine, pertes financières, Assistance...), et la part d'auto assurance supportable. A travers l'analyse statistique des quatre dernières années Howden pourra vous remettre un estimatif budgétaire. Les compagnies d'assurance souscrivant des flottes de transporteurs étant moins nombreuses et de plus en plus sélectives, Howden vous accompagnera dans le placement de votre risque aux meilleures conditions.

Facteur humain de prévention

En premier lieu la formation des conducteurs qui au-delà de la conduite du véhicule et du respect du code de la route va aborder les items suivants :

- Plan de conduite en prenant compte la fatigue lors de la conduite de nuit
- Respect des temps de conduite et de repos
- L'interdiction du téléphone au volant.
- Visites médicales

Supports technologiques

En complément des ADAS incontournables que sont l'ABS (antiblocage des freins), l'ESP (contrôle de trajectoire), l'ABA (système de freinage d'urgence anticipatif) les dernières innovations permettent de :

Surveiller les angles morts par le biais de caméras

Détecter les piétons et les cyclistes au démarrage

Aider au changement de direction (radar, capteurs)

Avertir le conducteur avec alertes sonores et visuelles de la sortie de voie

Des expériences réelles en cours mettent des poids lourds en convoi et qui se suivent de près, dont seul le premier a un conducteur actif.

“

2025 sera encore une année tendue pour la branche automobile avec des assureurs qui sélectionnent de plus en plus les risques, y compris sur des activités classiques.

Etienne de Font-Réaulx

Directeur Département Flottes Automobiles



Assurance Fraude

Assurance Fraude

En 2024, le marché de l'assurance fraude reste complexe, avec une demande croissante en raison de l'augmentation continue des fraudes internes et externes. Les escroqueries liées aux paiements, l'usurpation d'identité, et les fraudes par compromission de courrier électronique (BEC) sont en hausse, ce qui pousse les entreprises à rechercher des protections plus robustes. Les assureurs répondent par une vigilance accrue dans la souscription, particulièrement pour les secteurs à risque élevés comme les services financiers et les grandes entreprises multinationales.

Indicateurs marché

Facilité d'accès à la souscription

Capacité de souscription

=

=

Évolution des primes

Niveaux de franchises

↗

=

Capacité de souscription

La capacité de souscription sur le marché de l'assurance fraude est restée stable en 2024, bien que les assureurs continuent d'exiger des conditions strictes pour les entreprises présentant des risques élevés. Les entreprises doivent souvent fournir des preuves d'un contrôle interne rigoureux et d'une culture d'entreprise solide en matière de lutte contre la fraude pour obtenir des couvertures adéquates.

Evolution des primes

Les primes d'assurance fraude ont augmenté de manière modérée en 2024, avec des hausses typiques de 5 à 10 %, en fonction du secteur d'activité et de l'historique des sinistres de l'entreprise. Celles ayant mis en place des mesures de contrôle rigoureuses peuvent négocier des primes plus favorables. Pour 2025, une légère hausse des primes est attendue, surtout si les tendances actuelles en matière de fraude continuent de se renforcer.

Niveaux de franchises

Les niveaux de franchises ont légèrement augmenté en 2024, reflétant la hausse des risques de fraude. Les entreprises sont de plus en plus incitées à choisir des franchises plus élevées pour compenser les augmentations de primes. Cependant, cela nécessite un solide contrôle interne pour gérer les pertes potentielles.

Points clés 2024

01 Fraude interne en hausse :

La fraude interne, souvent difficile à détecter, reste un problème majeur. Les entreprises doivent renforcer leurs mécanismes de contrôle interne pour détecter et prévenir ce type de fraude.

02 BEC et escroqueries numériques :

Les fraudes par compromission de courrier électronique et les escroqueries numériques continuent de croître, représentant un risque accru pour les entreprises de toutes tailles.

03 Renforcement des contrôles :

Les régulateurs intensifient leurs attentes en matière de lutte contre la fraude, ce qui pousse les entreprises à revoir leurs politiques internes et à mettre en place des formations régulières.



Nos recommandations Assurance Fraude

Renforcer les contrôles internes :
Mettez en place des processus robustes de contrôle interne, y compris des audits réguliers et une surveillance accrue des transactions, pour minimiser le risque de fraude.

Formation continue : Formez régulièrement vos employés pour qu'ils soient conscients des dernières techniques de fraude et qu'ils sachent comment les prévenir.

Assurance adaptée : Veillez à ce que votre police d'assurance fraude soit adaptée à vos besoins spécifiques, en tenant compte des dernières évolutions des menaces. N'hésitez pas à négocier les termes en fonction de l'évolution de votre profil de risque.

“

Les escroqueries liées aux paiements, l'usurpation d'identité, et les fraudes par compromission de courrier électronique (BEC) sont en hausse, ce qui pousse les entreprises à rechercher des protections plus robustes.

Didier SEIGNEUR

Directeur des Lignes Financières



M&A

M&A

Avec l'amélioration des conditions de marché et l'activité soutenue des transactions small et mid cap en M&A, le nombre de sollicitations initiales et de polices Garanties d'Actif et de Passif (« GAP ») placées est resté à un niveau élevé en France jusqu'à début août. Le contexte politique semble avoir eu un impact limité de notre point de vue, à ce stade.

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Points clés

Accroissement du nombre de transactions

Les courtiers et assureurs M&A dans le secteur sont très occupés mais l'arrivée constante de nouveaux assureurs et l'élargissement de leurs équipes de souscription permettent de gérer efficacement le volume important de transactions (notamment concernant les transactions opérationnelles à l'opposé des transactions immobilières dont l'activité reste limitée depuis le début de l'année), avec des primes toujours à un niveau historiquement bas et des conditions de couverture toujours très avantageuses. Si les assureurs ont depuis longtemps un fort appétit pour les transactions immobilières, ils ont de plus en plus d'appétit pour les transactions opérationnelles y compris sur des structurations complexes (carve out) dans des secteurs d'activité règlementés et/ou avec une forte exposition géographique, qui étaient jusqu'à présent plus complexes à assurer.



Intérêt grandissant pour les déclarations synthétiques

L'assureur exige un mécanisme de disclosure précis et complet de la part du vendeur et des rapports d'audit côté acquéreur plus détaillés et couvrant un périmètre correspondant strictement aux déclarations souhaitées. Nous sommes parvenus à mettre en place une police d'assurance synthétique dans un contexte transactionnel délicat, assurance ayant permis de débloquer une transaction tout en aboutissant à une couverture très satisfaisante proche d'un jeu de déclarations standard. L'avantage pour les deux parties est indéniable : un vendeur qui ne donne aucune déclaration (en n'encourt donc aucun risque de recours subrogatoire de l'assureur, y compris pour fraude/dol), et un acheteur qui voit son risque couvert par un assureur malgré l'absence de déclarations et garanties par son vendeur. Nous observons un appétit croissant des assureurs pour les déclarations synthétiques proposant un calendrier très proche d'un calendrier d'assurance GAP classique, avec seulement 1 ou 2 jours ouvrés supplémentaires pour négocier le jeu de déclarations. Les primes d'assurances des polices synthétiques seront plus élevées mais ce nouvel outil devrait débloquent de nombreuses situations parfois complexes, dans lesquelles l'acheteur ne disposait jusqu'à présent d'aucune solution satisfaisante.

Essor de l'assurance des risques fiscaux

La possibilité d'assurer un risque fiscal identifié via une assurance est devenue clef dans les processus de négociations tant ces risques représentent des enjeux financiers significatifs. L'implication croissante des assureurs, illustrée notamment par le recrutement de fiscalistes experts dans leurs rangs, a fait considérablement évoluer la pratique pour tendre vers une gestion sur mesure de chaque risque fiscal identifié. Nous notons trois grandes tendances actuelles sur le marché des risques fiscaux français :

- Une forte diversité des types de risque assurés, allant des risques standards concernant l'impôt sur les sociétés, la TVA ou les droits d'enregistrement - aux risques plus complexes résultant des managements packages, du pacte Dutreil ou du carried interest.
- Des usages innovants, tels que le recours de l'assurance fiscale dans le cadre de réorganisation intragroupe en vue d'une transaction, constituant une alternative efficace au rescrit fiscal ou encore l'utilisation de la police d'assurance fiscale comme garantie dans le cadre d'un contrat de financement.
- Une baisse continue des taux de prime avec une moyenne observée autour de 2% du montant assuré (sous réserve des éléments factuels et des arguments propres à chaque risque).



Utilisation croissante des solutions spécifiques pour la couverture des risques juridiques immobiliers et environnementaux

Les transactions immobilières bénéficient tout particulièrement du développement croissant de solutions d'assurance sur-mesure pour couvrir des risques identifiés (ou non).

- En premier lieu, la police dite « title » couvre pour une durée indéfinie un vaste champ de sujets identifiés que les vendeurs et notaires refusent de couvrir. Par exemple, les risques liés à l'absence ou la non-conformité aux autorisations environnementales (installations classées) ou en matière d'urbanisme. On pense également aux risques liés au non-respect de servitudes existantes ou à la procédure de déclassement et désaffectation pour les biens des personnes publiques. Nous avons même récemment négocié une assurance associée aux autorisations de changement d'usage avec compensation, à la lumière de l'article L. 631-7 du CCH.
- En second lieu, la police environnementale permet de couvrir les acquéreurs au titre à la fois des risques identifiés et non identifiés, notamment en matière de pollution, sur la base d'un rapport environnemental dit « phase 1 ». Sa durée de couverture est généralement de 10 ans. Pourront ainsi être couverts les coûts de remédiation et dépollution éventuels ainsi que les recours de tiers fondés sur des préjudices corporels ou matériels.

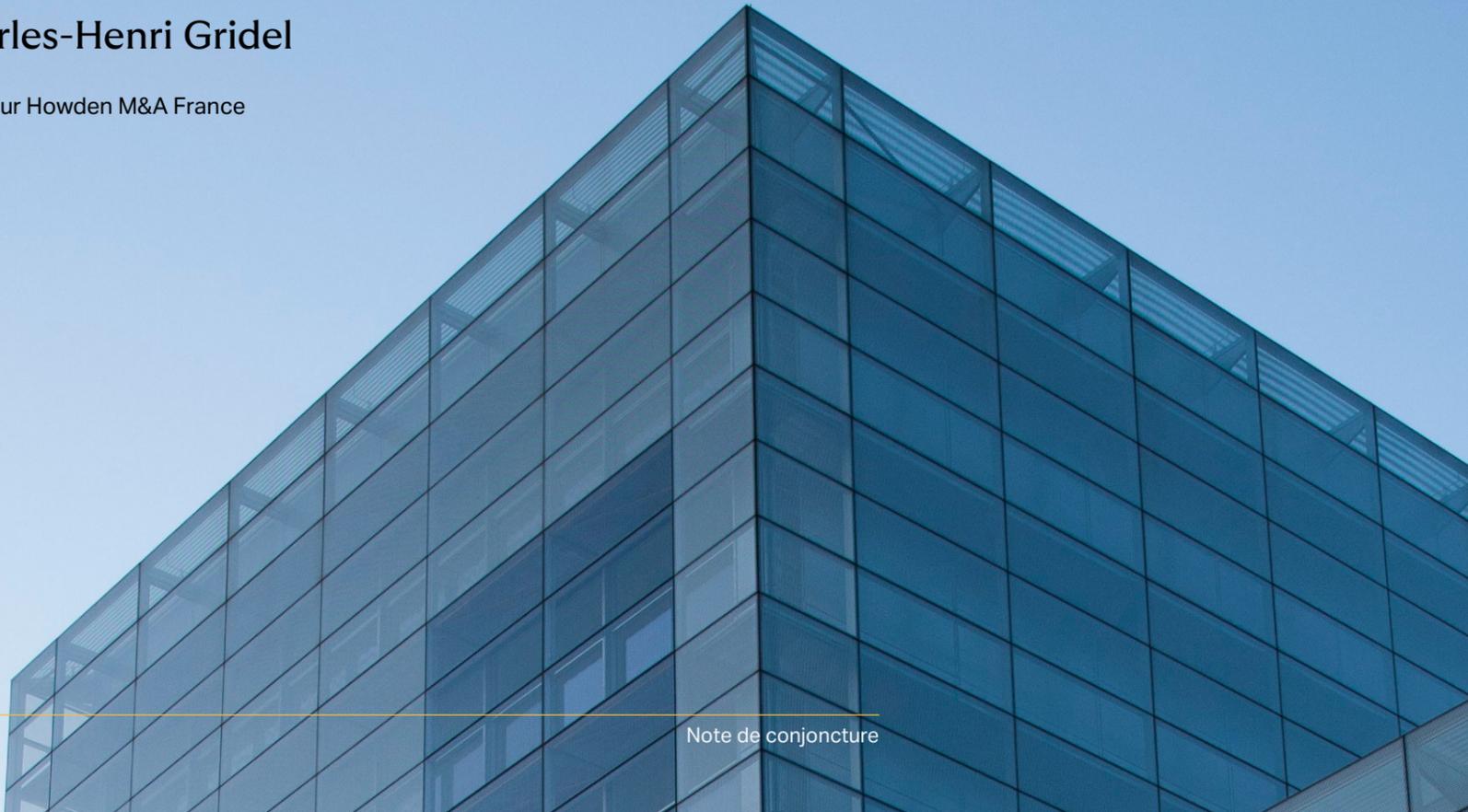
Ces polices pourront être transférées au futur acquéreur (offrant ainsi une sécurité indéniable en cas de revente) et représentent une alternative moins coûteuse et plus rapide aux tentatives de régularisation, en évitant les contacts avec les autorités publiques qui rendraient le risque inassurable

“

Nous notons un intérêt grandissant pour les déclarations synthétiques. L'approche consiste à négocier directement avec un assureur un jeu de déclarations que l'acheteur souhaite voir assuré, en l'absence totale ou partielle de déclarations données par le vendeur.

Charles-Henri Gridel

Directeur Howden M&A France



Marine et transport



Marine et transport

En corps et moteurs, la flotte de commerce sous pavillon français a dépassé les 8 millions de tonnes de port en lourd (+31% par rapport à 2015) en 2023, soit un retour au niveau de 2012. L'âge moyen pondéré de la flotte commerciale française continue de baisser à 7.5 ans et demeure bien inférieur à la moyenne européenne de 16 ans. Au niveau mondial, il est à noter que le tonnage brut de la flotte de commerce chinoise est passé devant celui de la flotte grecque.

Après deux années de hausse consécutive, les volumes d'échanges de marchandises transportées en France ont accusé une baisse de 5.3% en 2023. Les transports ferroviaires (-16%) et fluvial (-10%) connaissent une contraction plus conséquente par rapport au terrestre (-3%) et au maritime (-5%). Quant au commerce mondial, après les rebonds de 2021 et 2022, il baisse de 1.2% en 2023 du fait, notamment, du phénomène de « friendshoring » lié à la guerre économique et des disruptions de la chaîne logistique mondiale induites par les conflits en cours (Ukraine, Proche-Orient/ Mer Rouge).

Indicateurs marché

Facilité d'accès à la souscription



Capacité d'accès à la souscription



Évolution des primes

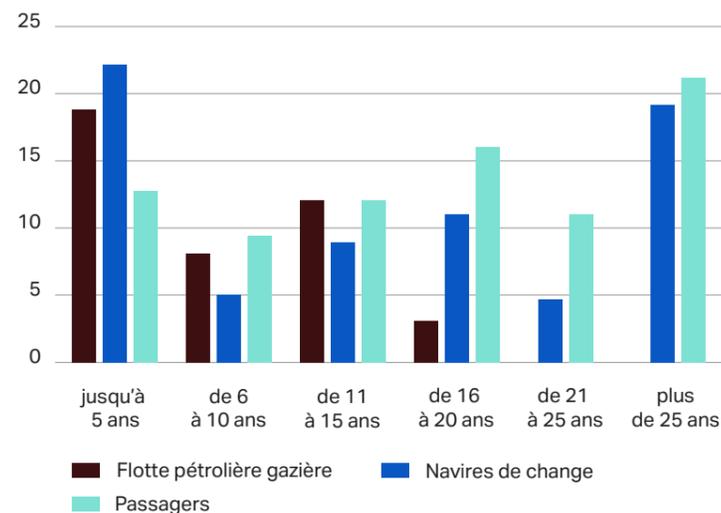


Niveaux de franchises



Flotte de commerce française par classe d'âge au 01/01/2024 (en nombre de navires)

(Source : Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires)



Etat du marché

Marché français

Après une hausse de +25% du volume de primes observée entre 2018 et 2022 pour l'assurance maritime et transport (affaires directes et acceptations en réassurance), la croissance de l'année 2023 marque quelque peu le pas avec une progression des cotisations de 8%. Cela s'explique par l'effet du ralentissement de la croissance en volume du PIB, d'une inflation en nette décélération mais aussi du fait d'un marché redevenu plus compétitif et de la crainte de risques systémiques (sanitaires, géopolitiques ou climatiques) qui influencent les décisions d'achat d'assurance des entreprises.

Evolution des primes d'assurance maritime et transports en millions d'euros

(Source : France Assureurs)



Champ : affaires directes en France

Marché mondial

En 2023, l'assurance des corps et moteurs a connu une croissance plus forte (+15.9%), principalement portée par les corps maritimes, la plaisance et les corps fluviaux, démontrant ainsi l'attractivité du marché français. En revanche, le segment des marchandises transportées a connu quant à lui une hausse plus faible (+3.8%). La part des primes de ce segment dans l'assurance maritime et transport est ainsi passée de 65% à 63%.

Les perspectives à 8 ans pour l'assurance maritime et transport au niveau mondial font état d'une croissance moyenne annuelle de 4% à horizon 2032. Cette tendance est assez largement portée par le marché Asie-Pacifique qui représente 28% des primes en 2023 avec un commerce maritime dans la région qui a cru de 8% en 2023.

Le marché des corps de navire est toujours porté par une croissance continue de la flotte mondiale quand celui des marchandises transportées connaît l'effet des conditions économiques difficiles actuelles et de l'affaiblissement des devises asiatiques par rapport au dollar.

Le marché haussier couplé à une amélioration des ratios sinistres à primes ces trois dernières années confirme le rebond post-pandémie. Un effet croisé de réduction de capacités sur le marché des corps de navires/P&I et d'arrivées de nouvelles capacités sur le segment des marchandises transportées, permises par des taux à la baisse, reflète les tendances décrites ci-dessus.

Sinistralité du secteur: l'impact de Baltimore encore inconnu

Le ratio sinistres à primes (nettes de frais d'acquisition) pour l'assurance maritime et transport a connu une nette amélioration de 20 points depuis 2018 et confirme la tendance structurelle de plus long terme du secteur avec, par exemple, un nombre de pertes totales qui a baissé de 70% entre 2014 et 2023. En effet, au cours des années 90, le transport maritime perdait environ 200 navires par an quand le nombre de pertes totales en 2023 se chiffre à 26 seulement.

Ces pertes totales concernent au premier chef, les navires conventionnels. Avec 16 unités perdues en 2023, ils représentent 60% des pertes totales. Viennent ensuite les bateaux de pêche, puis les navires à passagers, les remorqueurs, les chimiquiers et les porte-conteneurs. La moitié de ces sinistres (13 pertes totales) se sont caractérisés par des navires coulés.

Les échouements interviennent à hauteur de quatre cas et les incendies entrent pour trois cas. Ces différents événements ne s'appliquent que sur 2023. Ils n'intègrent donc pas la collision du Dali à Baltimore en mars 2024 qui devrait constituer le sinistre maritime et transport le plus important de l'histoire devant le Costa Concordia de 2012. A ce titre, il est encore prématuré de tirer des conséquences de l'effondrement du pont Francis Scott Key sur des potentielles majorations conjoncturelles des P&I Clubs en février prochain, il est très probable que le contrat en excédent de sinistres de l'International Group sera impacté au premier chef.

Sur le volet marchandises transportées, une hausse des vols de frêt a été constatée en 2022 et 2023, notamment aux Etats-Unis. La conjoncture économique difficile donne lieu à une recrudescence des vols de produits agro-alimentaires et en biens d'équipements ménagers en plus des traditionnels vols de produits à haute valeur ajoutée.

“

En 2023, l'assurance des corps et moteurs a connu une croissance plus forte (+15.9%), principalement portée par les corps maritimes, la plaisance et les corps fluviaux, démontrant ainsi l'attractivité du marché français.

Jean-Baptiste de Malartic

Directeur Département Marine & Transport

Nos recommandations Marine et transport

Les perspectives et points de vigilance

Même si les loss-ratios démontrent une tendance baissière depuis trois ans, les préoccupations des assureurs maritime et transport tournent toujours autour de défis persistants tels que les cargaisons mal déclarées, les incendies de navires, l'accumulation de risques sur un même navire/site, le changement climatique et les tensions géopolitiques. Les points de vigilance suivants sont particulièrement examinés aujourd'hui :

Gestion et exploitation des données

Les réclamations frauduleuses telles que la fausse représentation du fret, les pertes échelonnées, les faux documents et les difficultés d'évaluation et de vérification des réclamations légitimes sont autant d'exemples de sinistres qui peuvent toucher armateurs comme chargeurs et placent la gestion de la donnée au centre de leurs préoccupations quotidiennes.

Notre recommandation :

Des innovations comme l'IoT, l'analyse des mégadonnées et bien plus encore s'améliorent. En analysant de vastes ensembles de données englobant les modèles météorologiques, l'historique sinistres, les dossiers d'entretien des navires et les données des capteurs, les assureurs peuvent mieux comprendre les risques associés à certains voyages et types de marchandises. Les capteurs placés sur les navires peuvent recueillir des données en temps réel sur des facteurs tels que les conditions météorologiques, la température de la cargaison et l'emplacement du navire. Ces données fournissent aux assureurs une image plus claire des risques potentiels et aident à identifier les domaines dans lesquels des mesures d'initiative peuvent être prises pour prévenir les pertes.

Risques de guerre et risques politiques

Avec plus de 100 navires attaqués par les Houthis en Mer Rouge, une forte augmentation en 2023 du nombre de sinistres en Mer Noire liés au conflit russo-ukrainien et une période électorale très intense partout dans le monde, le transport maritime et les intérêts de nos assurés ont rarement été autant mis sous tension.

Notre recommandation :

Une bonne grille de lecture des évolutions géopolitiques et un accès aux capacités mondiales (grâce au réseau Howden) en matière de couverture des risques de guerre et risques politiques sont clés pour naviguer dans un monde instable.

Médical & Sciences de la vie



Médical & Sciences de la vie

Après avoir connu une baisse des primes pendant près de 10 ans, en particulier sur les établissements publics, le marché de la Responsabilité Médicale est devenu haussier. Il reste haussier en raison de l'augmentation des indemnités versées aux patients et du volume du contentieux.

L'impact du COVID est bien moins important pour les assureurs cette année. Le placement des EHPAD est également moins difficile, les assureurs ayant repris confiance.

En revanche, la réduction du nombre d'acteurs de Responsabilité médicale continue de se poursuivre. Sur ce marché particulièrement tendu, la compétition entréassureurs reste forte mais ne repose que sur peu d'acteurs, lesquels ont, pour certains, limité leurs appétits de souscription.

Plusieurs assureurs spécialistes en responsabilité médicale qui s'étaient retirés du marché de l'assurance du risque obstétrique n'ont pas encore souhaité revenir laissant donc le risque le plus lourd aux mains de deux / trois assureurs.

Indicateurs Médical

Facilité d'accès à la souscription



Évolution des primes



Capacité de souscription



Niveaux de franchises



Science de la vie

Le marché du secteur du life science se porte bien mieux que celui de la responsabilité civile médicale (établissements de soins et professionnels). Le nombre d'assureurs présents sur ces risques (laboratoires pharmaceutiques, essais cliniques, dispositifs médicaux...) est bien plus important. Les porteurs étant plus nombreux, une réelle concurrence existe, permettant un maintien des prix.

Indicateurs Science de la vie

Facilité d'accès à la souscription



Évolution des primes



Capacité de souscription



Niveaux de franchises



Capacité de souscription

Une tendance à la baisse des capacités est observée et va se maintenir sur le secteur médical. Toutefois, certains assureurs notamment mutualistes conservent de fortes capacités. Cependant, sur le panel général des assureurs spécialistes, les capacités étaient à la baisse cette année et le resteront en 2024.

Les capacités des assureurs de Life sciences restent hautes et des montages en ligne ou avec des captives d'assurance permettent d'assurer jusqu'à des montants très importants.

Niveaux de franchises et de primes

Sur le secteur public des établissements de soins, les franchises restent basses en raison d'une habitude de marché depuis de très nombreuses années. Certains assureurs pourraient revenir sur le marché mais uniquement s'ils peuvent tarifer avec des franchises hautes.

Les courtiers spécialisés dans le secteur de la responsabilité médicale, bien que peu nombreux, peuvent gérer pour les établissements ces franchises hautes, permettant ainsi aux établissements de gérer leurs contentieux. Cela permettrait également, et surtout d'obtenir des primes acceptables pour un secteur sous très forte tension budgétaire.

Les prix étant haussiers, les établissements, publics comme privés, auront tout intérêt à choisir des franchises plus importantes à la condition que l'analyse technique et actuarielle de leur activité et de leur sinistralité leur permette de connaître les montants des indemnités sous franchises qui seront à payer.

Le marché permet de travailler plusieurs scénarii de franchises sur le secteur des sciences de la vie. Le travail du courtier sur les franchises et les sinistres permet de contenir les budgets contraints par l'inflation.



**Notre expertise :
étude de
337 000 sinistres
de responsabilité
médicale
analysés grâce
à notre modèle
basé sur
l'intelligence
artificielle.**



“

Depuis 4 à 5 ans le marché est redevenu haussier notamment en raison des augmentations du volume des contentieux mais surtout de l'augmentation drastique des montants des indemnisations allouées aux patients

Camille ROUGE

Directrice du secteur Médical et Science de la Vie

Protection Sociale

Protection sociale

En dépit d'une croissance économique plus faible en 2023, laquelle devrait être sensiblement identique en 2024, les dépenses de santé continuent d'augmenter plus rapidement que le PIB. Cela fait suite non seulement aux transferts de charges qui se poursuivent et aux réformes structurelles décidées, comme le 100% santé dont les effets continuent à se faire sentir, mais également aux révisions tarifaires d'actes médicaux (nouvelles conventions médicales).

Dans ce contexte, c'est sans surprise que le marché s'oriente vers des indexations qui devraient encore se rapprocher des deux chiffres.

La prévoyance semble aussi continuer de dériver, dans des proportions moindres que la santé ; ici aussi, le marché semble s'orienter, mais en ordre plus dispersé que pour la santé, vers une indexation proche de l'inflation constatée. Le seul élément qui semble atterrir est l'évolution du PMSS, dont l'estimation se rapprocherait de celles correspondant aux années précédant le COVID. Dans ce contexte, les solutions de maîtrise des coûts liées à une optimisation des garanties et outils de lutte contre les fraudes restent des pistes à étudier pour limiter l'impact économique sur les budgets alloués.

Indicateurs
santé &
prévoyance

Capacité de
souscription



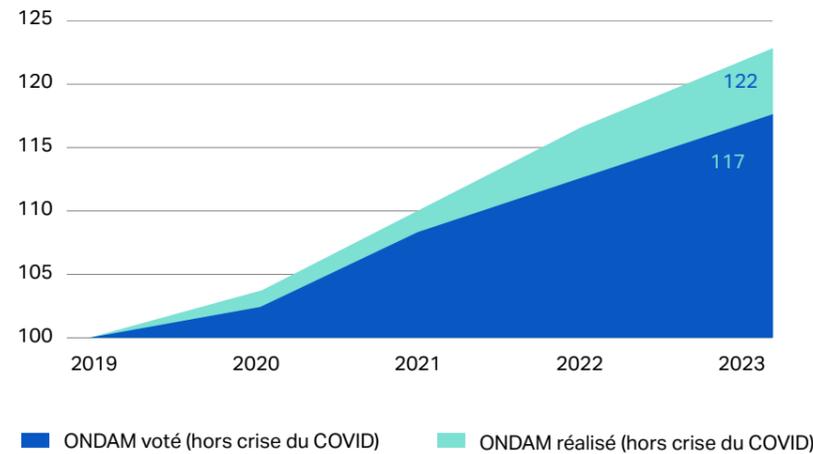
Évolution des primes



Des dépenses de santé en constante augmentation et souvent sous évaluées

Depuis la pandémie, les dépenses de santé augmentent. L'Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) voté chaque année dans la Loi de Financement de la Sécurité Sociale (LFSS) est systématiquement dépassé, et l'écart se creuse un peu plus chaque année :

Évolution de l'ONDAM voté vs ONDAM réalisé (base 100 en 2019)



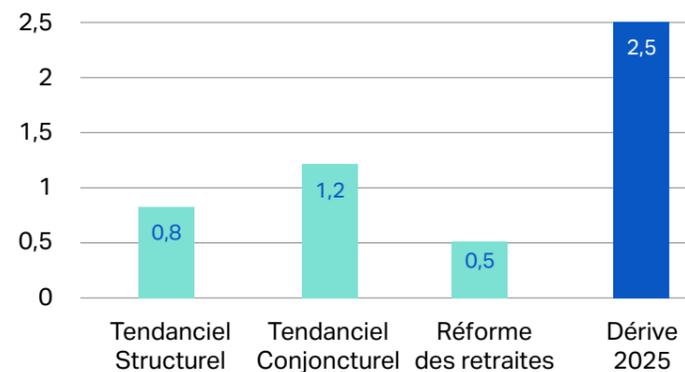
L'ONDAM ne reflète qu'une partie des dépenses prises en charge par les complémentaires santé. En effet, sur la période 2019-2023, il a évolué de +5,1% (hors crise du COVID) alors que les LFSS prévoient une croissance moyenne de +4%.

En 2024, comme sur les années précédentes, nous sommes encore dans une phase d'inflation médicale difficile à prévoir et surtout à contenir.

Une consommation santé globale toujours en hausse et sur quasiment tous les postes.

Dérive globale de 6% entre le 1er semestre 2024 et le 1er semestre 2023

Hypothèse basse *



*Hors mesures du projet de LFSS 2025

N.B. : Honoraires : consultations de médecins (y.c. médecine douce)
Autres soins : actes techniques médicaux, auxiliaires médicaux, analyses de laboratoire, radiologie, transports, soins à l'étranger.

Autres prothèses : prothèses hors dentaires : prothèses médicales, prothèses auditives, fauteuil roulant
Forfaits : maternité, cures thermales.



Forte augmentation sur les prothèses, principalement auditives : +35%.



Optique relativement stable : baisse sur les lunettes compensée par une hausse sur les lentilles.



Baisse globale sur l'hospitalisation, liée à une baisse de la fréquence sur les honoraires, les frais de séjours et les forfaits. Cela est également la conséquence des blocages de flux de la part des établissements, à la suite de la publication tardive des nouveaux tarifs (22 avril pour des tarifs au 1er mars). Un rattrapage est donc attendu sur la deuxième moitié d'année. La chambre particulière quant à elle est en hausse de 6%.



Hausse sur les honoraires, avec une augmentation de la fréquence sur la médecine douce (+9%) et les consultations de spécialistes (+11%).



Hausse sur le dentaire, notamment sur les soins dentaires (+31%), et accentué par le désengagement partiel de l'Assurance maladie depuis le 1er octobre 2023.

Les transferts de charges : la réponse du gouvernement à un besoin d'urgent d'économies

En 2025 comme en 2024, le gouvernement affiche la volonté de réaliser plusieurs milliards d'euros d'économies dans le budget de la Sécurité sociale. Avec une dette de l'Assurance Maladie supérieure à 140 milliards d'euros et un déficit des régimes de base de la Sécurité Sociale et du Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV) en 2023 de -10,8 milliards d'euros, cette volonté se comprend aisément. Les transferts de charge de l'Assurance Maladie vers les complémentaires sont une réponse immédiate à cette nécessité, non sans conséquences sur les contrats santé.

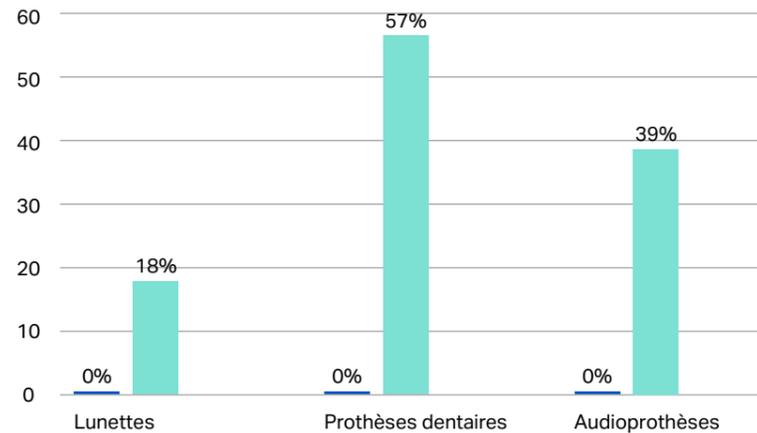
Fin 2023, le ticket modérateur sur les actes dentaires était passé de 30% à 40%, diminuant les remboursements gérés par l'Assurance Maladie sur ce poste et engendrant un surcoût de 500 millions d'euros pour les complémentaires santé en 2024. Le projet de LFSS 2025 ouvre d'ailleurs la voie à une augmentation de celui-ci sur les soins de ville (médecins et sages femmes) en le passant également à 40% contre 30% aujourd'hui. Cela constituerait un transfert de charge de plus d'1Milliards d'euros vers les OCAM.

Le prochain transfert massif de charges concernera-t-il à terme des pathologies de patients souffrant d'une Affection Longue Durée (ALD) pour lesquelles un remboursement intégral de la base de remboursement est prévu ? Le sujet, évoqué de nouveau début 2024 mais non entériné à ce jour, représente un engagement financier conséquent. 20% des Français assurés souffrent d'une ALD reconnue, et ces maladies se développent avec le vieillissement de la population.

L'impact du 100% santé se confirme

Ce dispositif propose depuis 2020 des paniers de soins 100% remboursés en optique, dentaire et audiologie, postes sur lesquels les soins et équipements sont coûteux et souvent sujets à un reste à charge pour l'assuré.

Selon le baromètre de l'UNOCAM, depuis la mise en œuvre du 100% santé, les organismes complémentaires ont supporté 77% du coût du dispositif, tous postes confondus. Si le recours en optique est faible, ces paniers de soins rencontrent plus de succès en dentaire (53% du volume des actes en 2021) et en audiologie.



Une évolution du panier dentaire 100% Santé est déjà prévue en 2026 : son plafond sera revalorisé de +3% pour suivre l'inflation. De plus, l'interdiction au niveau européen de l'utilisation du cobalt métallique entraîne la fin de la pose de prothèses conçues dans ce matériau dès juin 2025. Actuellement, ce sont les seules prothèses proposées sans reste à charge pour les molaires. Elles seront remplacées l'année suivante par des bridges et couronnes en zircone, offrant une meilleure qualité de soins mais à un coût plus élevé, qui sera reporté sur les complémentaires santé.

En 2023, une extension du périmètre des soins rentrant dans le 100% santé avait été évoquée afin de l'étendre :

- Aux prothèses capillaires pour les personnes atteintes d'un cancer
- Aux fauteuils roulants
- A l'orthodontie (pour les enfants seulement, encore en cours de réflexion) ;

Si le gouvernement a confirmé son intention de déployer le 100% santé prothèses capillaires et fauteuils roulants en 2024, pour l'heure aucun calendrier de mise en œuvre n'est prévu pour l'orthodontie. Il conviendra de suivre le prochain projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour vérifier si ce projet y figure.

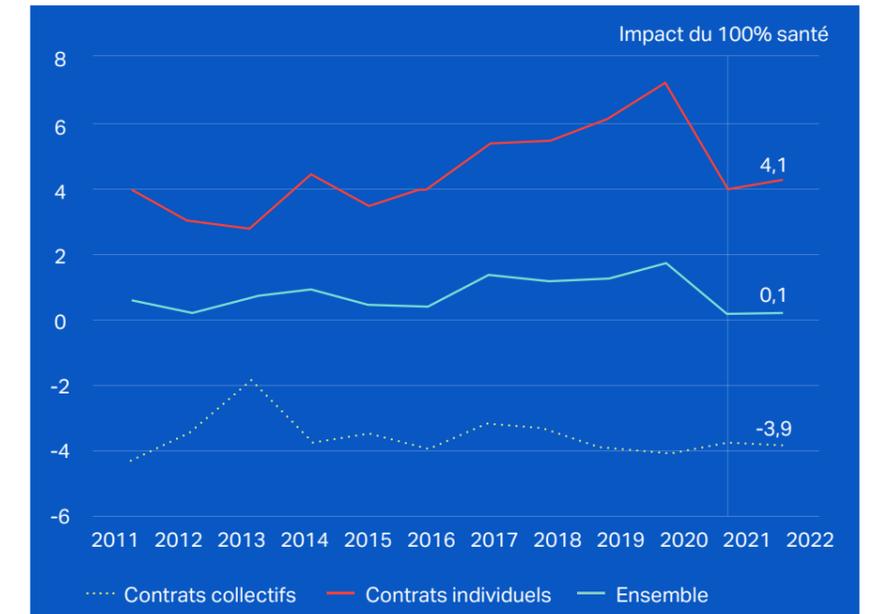
Ces mesures, durables, participent à une hausse des remboursements et ont des conséquences directes sur les couvertures proposées par les complémentaires santé.

Depuis plus de 10 ans, les contrats de complémentaires santé d'entreprises sont structurellement déficitaires. La compensation avec les contrats individuels est fragilisée avec la mise en place du 100% santé. Ceci conduit donc l'ensemble du marché à une vigilance accrue sur la rentabilité des affaires souscrites et en portefeuille.

En 2022, le résultat technique en santé des mutuelles s'est établi à 0,1% de leurs cotisations.

Champ : Organismes d'assurance assujettis à la taxe de solidarité additionnelle au titre de leurs contrats santé (hors indemnités journalières) et contrôlés par l'ACPR au 31/12 de chaque année.

Source : ACPR, calculs DREES.



Une nouvelle vague de revalorisations tarifaires

La nouvelle convention signée en juin 2024 établit les tarifications médicales pour les 5 prochaines années.

Elle a acté la revalorisation tarifaire de plusieurs dizaines d'actes médicaux, dont la consultation chez le médecin généraliste qui passera à 30 €. Cela avait déjà été revu une première fois fin 2023, passant la base de remboursement de 25 à 26,50€. L'objectif est d'améliorer l'attractivité de professions médicales aujourd'hui en tension.

Entre 2002 et 2024, la base de remboursement des médecins généralistes sera passée de 20€ à 30€, soit une augmentation moyenne de +1,54% par an alors que l'évolution moyenne annuelle de la consommation de services médicaux est de +1,76% sur la même période.

De nouveaux actes médicaux ont aussi été créés à cette occasion :

- Une consultation longue du médecin traitant pour les patients de plus de 80 ans dans certaines situations (sortie d'hospitalisation, orientation parcours médico-social...) facturée 60€, une fois par an ;
- Une consultation de recours à une expertise pédiatrique au tarif de 60€ ;
- Une extension de la majoration pédopsychiatre à 25 ans à 18€ ;
- Une extension de majorations aux infectiologues à 16€.

Le forfait patientèle du médecin traitant sera quant à lui augmenté de +5% au 1er janvier 2026.

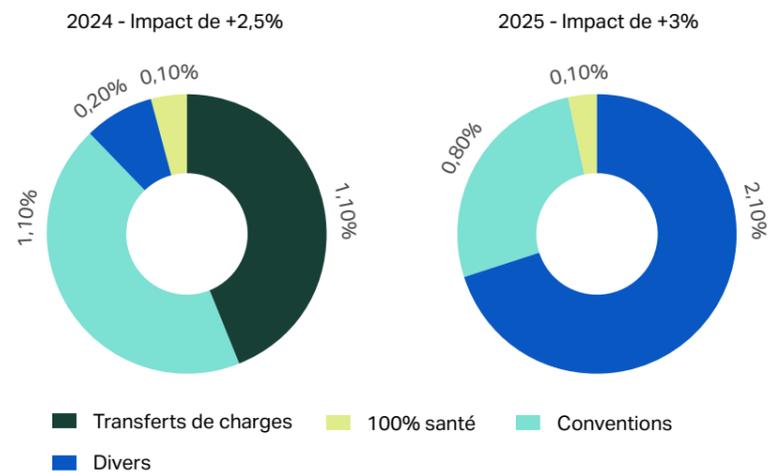
Ces revalorisations représenteront environ 1,9 milliard d'euros de dépenses supplémentaires par an, prises en charge par l'Assurance Maladie et les complémentaires santé.

L'impact de la réforme des retraites :

La réforme de 2023 a acté le recul progressif de l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans pour les générations nées à partir de 1968. Par conséquent, la part de salariés de plus de 60 ans va augmenter régulièrement. Cette tranche d'âge consomme deux fois plus de soins que les salariés plus jeunes selon l'Assurance Maladie* et cela va peser sur les comptes de résultats des entreprises.

*1.6.3 Recours aux soins et consommation moyenne par âge - Rapports d'Evaluation des Politiques de Sécurité Sociale (REPSS) – données 2022.

Synthèse de facteurs de dérive santé* :

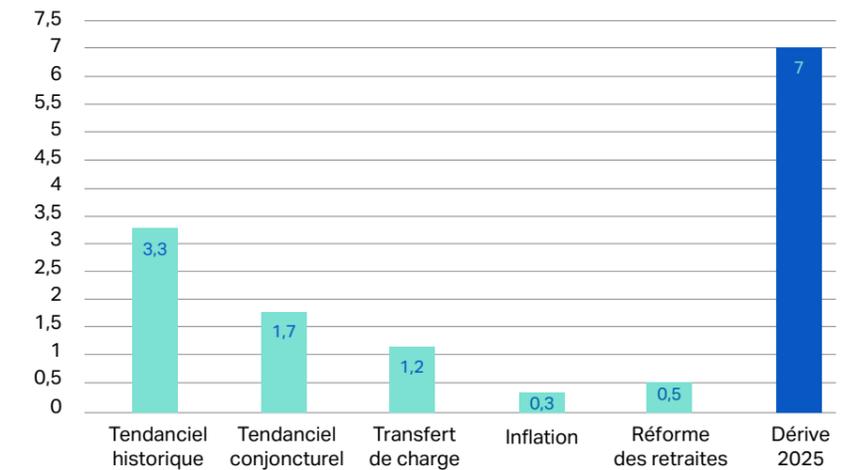


*Hors mesures du projet de LFSS 2025

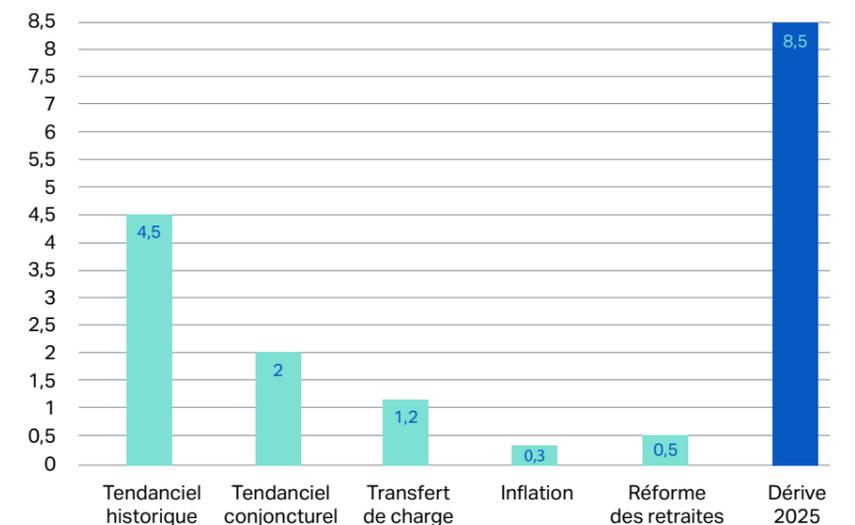
Synthèse de la dérive attendue en 2025 :

Dans ce contexte haussier, nous estimons que la dérive des dépenses de santé en 2025 s'établirait entre +7% et +8,5%, décomposés comme suit :

Hypothèse basse



Hypothèse haute



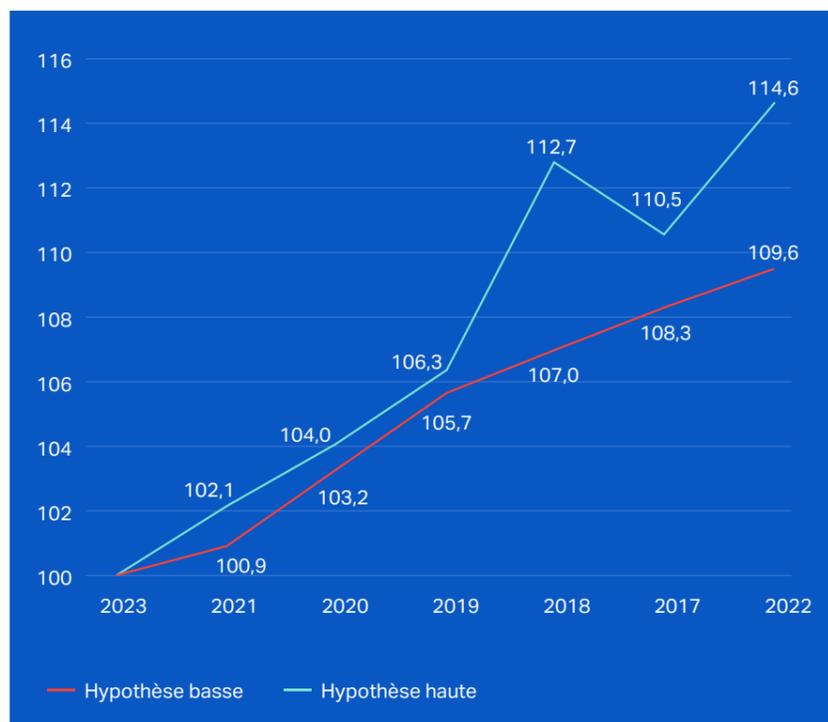
*Données issues de l'étude des portefeuilles de nos partenaires assureurs

Avec une évolution envisagée au 1er janvier 2025 du Plafond de la Sécurité Sociale à +1,60%, il sera nécessaire pour les organismes d'assurance, même pour un compte équilibré, de chercher à indexer les taux de cotisations dès le début de l'année 2025 afin de pouvoir conserver des régimes à l'équilibre.

À ces hypothèses, si la hausse du ticket modérateur est votée dans le projet de LFSS 2025, il convient de rajouter près de 2,1% au titre des dérives sur 2025. Cet impact pourrait être minoré si la date d'effet de la mesure était en cours d'année (1er avril voire 1er juillet comme le réclament les OCAM).

L'année 2024 s'inscrit dans la continuité des années précédentes, avec une dérive de la sinistralité constatée en prévoyance (décès, arrêt de travail) en hausse continue depuis 2017 :

Evolution des dérives du risque prévoyance 2017 - 2023 (base 100)



**Données issues de l'étude des portefeuilles de nos partenaires assureurs*

La dérive 2025 devrait s'inscrire dans ce schéma haussier, notamment car l'absentéisme progresse toujours en France.

Après une forte progression pendant la pandémie, le nombre d'arrêts de travail a légèrement baissé avec la diminution des arrêts maladies liés au COVID-19 et ses nombreux variants. Cependant, les maladies dites « ordinaires » (grippe, angine, etc.) restent la première cause d'arrêts, avec un retour de ces pathologies que les confinements et les gestes barrières avaient fait reculer.

Autre tendance forte depuis la pandémie et qui se confirme encore cette année : les troubles psycho-sociaux restent un facteur important d'arrêts, notamment de moyenne et longue durée.

L'absentéisme augmente avec l'âge, mais sa dérive est plus marquée chez les jeunes (+50% entre 2019 et 2022 chez les moins de 30 ans). La réforme des retraites impacte également les régimes prévoyance : en allongeant la durée de couverture du risque, elle accroît la possibilité de voir les salariés les plus âgés entrer dans un absentéisme de longue durée causé par des problèmes de santé graves. Ce phénomène concerne toutes les catégories socio-professionnelles et aussi bien les salariés cadres que non-cadres.

Le risque décès est également aggravé et donc plus coûteux avec la hausse du nombre de salariés âgés dans l'entreprise. En effet, la probabilité de décès augmente en moyenne de 7% par an entre 42 et 62 ans, pour une probabilité de décès de 0,8% à 62 ans contre 0,2% à 42. Avec des conséquences sur les prestations versées puisque basées sur des salaires de référence plus élevés.

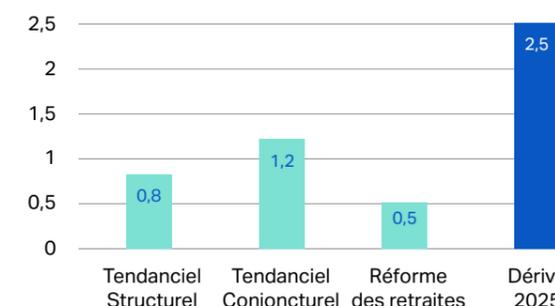
Synthèse de la dérive attendue en 2025 :

Une intervention moindre à venir de la Sécurité sociale en cas d'arrêt de travail :

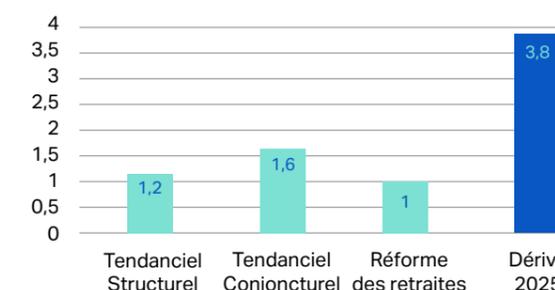
Afin de réaliser des économies, le projet de LFSS 2025 prévoit une baisse du plafond de prise en charge des indemnités journalières en cas d'arrêt maladie. Le nouveau plafond de salaire pris en compte serait de 1,4 SMIC (2 474 € / mois actuellement) contre 1,8 actuellement (3 180 € / mois). Concrètement, cela reviendrait à plafonner les indemnités journalières à 41,46 € par jour, contre 53,31 € actuellement : cela constituerait une économie de 600 M€ pour l'Assurance maladie, mais impacterait les entreprises pendant la période de maintien de salaire et les assurance prévoyance qui prendraient la différence.

Par conséquent, la dérive 2025 s'établirait entre +2,5% et +4%, dont en détails :

Hypothèse basse *



Hypothèse haute



**Données issues de l'étude des portefeuilles de nos partenaires assureurs*

Ces hypothèses intègrent aussi la probable poursuite des revalorisations de prestations en cours de services, même si l'inflation semble désormais moins importante qu'elle ne l'a été sur les deux dernières années.

Toute revalorisation des rentes versées supérieure à +1% aura un impact technique escompté par le marché supérieur à +0,20% sur les comptes de résultats des régimes. Ces hypothèses ne prennent cependant pas en compte l'impact de la diminution des IJSS envisagée par le projet de LFSS 2025, qui impacte la sinistralité des régimes de non-cadres d'environ 1%, mais ceux des cadres jusqu'à 5%.

Compte tenu de l'évolution des différentes dérives et des impacts de la réforme des retraites, un probable ajustement des taux de cotisations Prévoyance sera demandé par le marché afin de préserver l'équilibre des dispositifs.

Dans ce contexte inflationniste des dépenses, et tenant compte de l'instabilité des décisions prises par le gouvernement qui impactent pourtant directement les contrats complémentaires, nous anticipons des renouvellements importants à l'instar des deux années précédentes.

Cela s'explique également par l'obligation des organismes à disposer de ressources financières suffisantes pour honorer leurs engagements envers les assurés. L'obligation de solvabilité est un élément crucial du secteur de l'assurance pour protéger les intérêts des assurés. Cela se constate, ces dix dernières années, par le rapprochement des organismes et la diminution de près de 50% des opérateurs. Cette concentration du marché réduit les offres.

Afin de contenir l'impact de l'ajustement des taux de cotisations de votre contrat, il devient plus que jamais indispensable d'explorer toutes les solutions pour définir la structure de cotisations, de garanties les plus adaptées et d'outils de maîtrise des coûts en matière de protection sociale.

Dans le domaine de la santé, toute une gamme de services variés est comprise dans votre contrat. Téléconsultation, second avis médical, services d'accompagnement personnalisés... Ils sont une ressource précieuse pour soutenir vos salariés au quotidien et les aider à prendre soin de leur santé selon leurs besoins.

Côté prévoyance, nous vous conseillons de mettre en place un plan de prévention pour maîtriser l'absentéisme.

Programme de sensibilisation aux troubles musculo-squelettiques ou encore soutien psychologique pour prévenir les risques psychosociaux : ces services utiles inclus dans votre contrat vous permettront d'établir une stratégie efficace de Qualité de Vie au Travail à un coût maîtrisé.

Des dispositifs d'aide à l'accompagnement à une reprise d'activité pour les salariés en arrêt de travail peuvent aussi constituer des pistes de réflexion intéressantes.

Quant à l'incidence de la réforme des retraites, nous vous proposons un programme d'accompagnement sur-mesure en matière de transition emploi-retraite. Que vous souhaitiez optimiser la pyramide des âges ou garder la main sur la transmission des savoirs-clés, nous créons un programme personnalisé pour votre entreprise. Basé sur l'étude des profils des salariés seniors, il leur apportera des conseils individualisés et adaptés à chaque situation.

Retraite

Indicateurs Retraite

La retraite un enjeu sociétal

Au cœur de notre actualité, la retraite ne cesse d'alimenter les débats. Grâce aux réformes, l'âge moyen de départ recule en passant de 61 ans en 2006 à 63 ans en 2022 avec une progression du taux d'emploi de 60/64 ans à 39%.

Source : Cnav-SNSP

Année de liquidation	Hommes	Droits directes Femmes	Ensemble
2006	60,6	61,6	61,0
2007	60,5	61,5	61,0
2008	60,7	61,6	61,1
2009	61,4	61,8	61,6
2010	61,2	61,7	61,5
2011	61,7	62,3	62,0
2012	61,8	62,6	62,2
2013	61,8	62,4	62,1
2014	61,9	62,6	62,3
2015	62	62,8	62,4
2016	62,1	62,7	62,4
2017	62,2	62,8	62,5
2018	62,4	63	62,7
2019	62,5	63	62,8
2020	62,6	63,1	62,8
2021	62,7	63,2	62,9
2022	62,8	63,3	63,0

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription

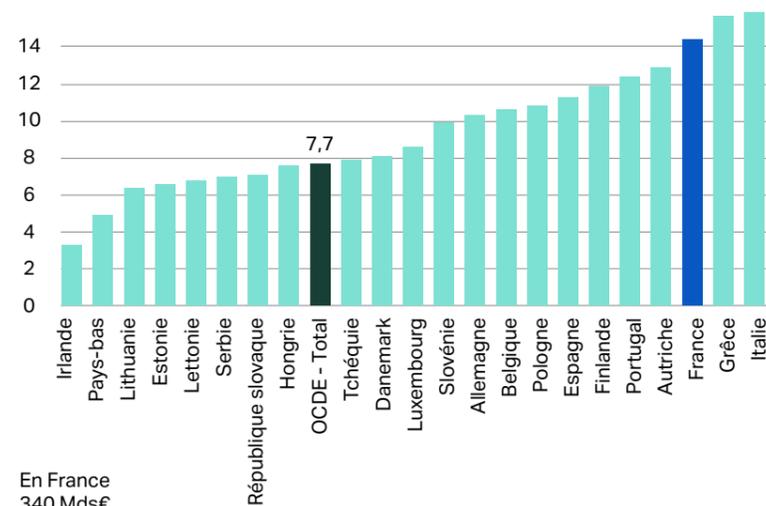


Évolution des primes



Son financement en France est très lourd, 14% de PIB alors qu'il n'est que de 7.7% en moyenne dans les autres pays de l'OCDE.

Et pour la retraite ? Un système onéreux
(Source dépenses sociales, données agrégées)



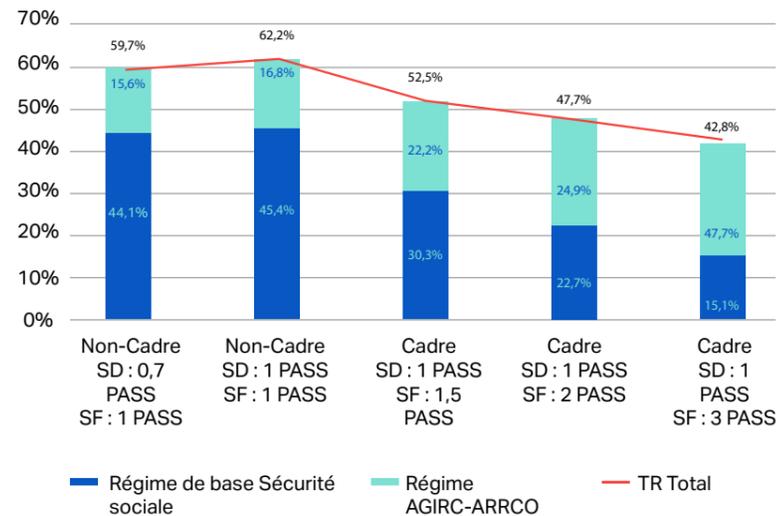
En France
340 Mds€
14% du PIB
Moyenne OCDE : 7,7%

Cela porte le taux de cotisation moyen en France à 28% alors qu'il n'est que de 18.6% en Allemagne.

Ce sont des dépenses importantes pour obtenir un taux de remplacement pour une carrière salariée complète entre 62% et 43% des revenus.

Pour des taux de remplacement en baisse

Taux de remplacement bruts au titre des régimes obligatoires des salariés pour une carrière logarithmique



SD : Salaire début carrière
SF : Salaire fin de carrière
Calculs réalisés pour une évolution de salaire logarithmique
Taux de remplacement bruts en fonction du salaire de début et fin de carrière dans les régimes de base (CNAV & ARRCO AGIRC)
Source : GALEA & Associés

Enjeux de la répartition

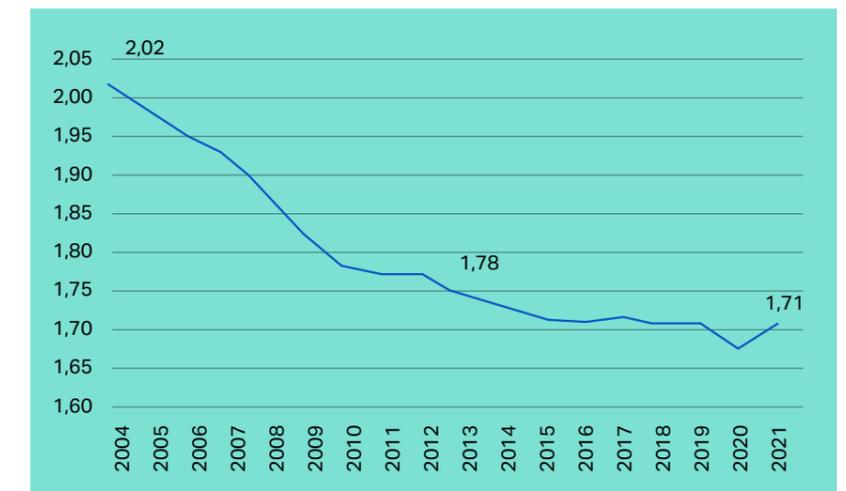
La préparer est une nécessité au niveau global comme pour chaque personne.

Notre «chère» répartition, financement principal de la retraite, créée après la 2ème guerre mondiale, a tenu toutes ses promesses pendant un temps. Cependant, ces 80 dernières années, les choses ont changé. L'espérance de vie a progressé en moyenne de 1 an tous les 4 ans, le chômage a explosé et le taux d'emploi des seniors a baissé.

Les actifs finançant les pensions des retraités, ce rapport de 1 actif pour 4 retraités initial, actuellement 1 pour 1.71 et tend vers 1 pour 1.

Rapport entre les effectifs de personnes en emploi et les effectifs de retraités de droit direct, résidant en France ou à l'étranger

Champ : Retraités ayant perçu un droit direct au cours de l'année n, résidant en France ou à l'étranger, vivants au 31 décembre de l'année
Sources : DREES, EI, odèle ANCETRE, Insee, Comptes nationaux



Les droits ne sont garantis aux retraites que par le financement des actifs. Tout déséquilibre fragilise le versement des pensions. Rien n'est acquis. L'état ne peut indéfiniment par l'endettement corriger ces déséquilibres au risque de ne plus être en mesure de financer sa propre dette. Un constat qui conduit à augmenter indéfiniment les cotisations ou baisser significativement les pensions à défaut de reculer l'âge de la retraite comme nos voisins.

Les solutions de la capitalisation :

La capitalisation est une des voies alternatives pour compléter les régimes obligatoires. Celle-ci n'est pas dépendante de l'équilibre Actif/Retraités. Elle a l'avantage de constituer des droits individuels acquis non corrélés à la répartition. La capitalisation représente un encours de 8.6% du PIB en France à comparer à 85% au Royaume Uni et 150% aux Pays Bas.

Il y a donc une forte marge de progrès.
Les entreprises sont un acteur significatif de ce financement

15% des sociétés de 100 à 250 personnes ont un régime de retraite par capitalisation PERO. Ce taux passe à 21% pour celles de 250 à 500 personnes
En épargne salariale ce taux est de 47% pour les entreprises de 50 à 100 personnes voir 71% pour celles de 100 à 250 personnes

Actualiser un cadre évolutif :

Des avantages fiscaux et sociaux permettent aux entreprises et à leurs salariés de financer les cotisations.
Un environnement global qui offre un vaste marché de mise en place et de renouvellement.

Ces dispositifs sont nombreux (PERO PEE PERCO Art 39, etc.). Pour optimiser et faire le tri, il est nécessaire d'orchestrer ces solutions afin de répondre au mieux aux intérêts des entreprises et de leurs salariés.

Actualiser ces dispositifs dans un cadre réglementaire évolutif permet de répondre au mieux à ces intérêts, notamment par la prise en compte de :

- Évolution des dispositifs au regard de la loi PACTE (PER)
- Mise en œuvre de la loi verte et l'impact sur la détermination des tables de mortalité pour le calcul des rentes (suppression des tables générées)
- Lois sur le partage de la valeur (dispositif et prime partagent de la valeur)



Des avantages fiscaux et sociaux permettent aux entreprises et à leurs salariés de financer les cotisations retraite. Les dispositifs disponibles sont nombreux (PERO, PEE, PERCO, Art 39, etc.). Pour optimiser et faire le tri, il est nécessaire d'orchestrer ces solutions afin de répondre au mieux aux intérêts de chacun.

Julie Jallaud

Directrice département Protection Sociale

Accidents du travail et maladies professionnelles (ATMP)

Le marché évolue peu bien qu'il gagne en notoriété d'année en année, dynamisé par les nombreuses campagnes et plans de prévention des risques professionnels initiés par le Gouvernement ainsi que les institutions telles que l'Assurance Maladie.
Depuis 2023, malgré une baisse du nombre de reconnaissances de sinistres en tant qu'accidents de travail et maladies professionnelles, les taux d'incapacités permanentes et les taux d'indemnisation continuent à augmenter comparativement aux années précédentes.

Indicateurs ATMP

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Situation du marché

Depuis 2020, les assureurs font face à une sinistralité en forte hausse les contraignant à prendre des mesures conséquentes afin d'en absorber le coût :

- Indexation significative des taux de cotisation dès 2022
- Réajustement des propositions tarifaires et des conditions générales incitant progressivement les entreprises à autofinancer leurs incapacités permanentes ayant un taux inférieur à 20%
- Revue à la hausse des niveaux de franchise et durcissement des règles d'indemnisation en les conditionnant à l'atteinte d'un taux de référence ou en tenant compte du montant du Plafond Annuel de la Sécurité Sociale (PASS).

Capacité de souscription

Jusqu'en 2023, le marché comptait 3 assureurs dont 2 raisonnablement actifs sur le marché depuis 2016.

Depuis 2024, le troisième assureur, mène une campagne plus agressive sur le marché et se démarque des deux autres assureurs en proposant des assurances affinitaires tels que la garantie couvrant le suicide ou l'AVC.

Par ailleurs, un quatrième assureur historique, ayant cessé la souscription de contrats AT/MP en 2018, se relance pleinement dans la conquête du marché. D'une manière générale, les assureurs manifestent une volonté de développer le marché et font preuve de réactivité tout en proposant des tarifs en corrélation avec leurs exigences techniques.

Evolution des primes

La hausse tarifaire initiée depuis 2 ans continuera encore au cours du prochain exercice.
Cette dernière sera plus encadrée, les assureurs étant plus précis dans l'évaluation des coûts des risques et étant en capacité de proposer des tarifs en conséquence.

Niveaux de franchises

Les tarifs sans franchise resteront dissuasifs tant que le marché restera faiblement porteur.

Notre recommandation

Bien qu'en développement, le marché de l'AT/MP reste tendu. Cette situation amène les assureurs à rester vigilants et maintenir une rigueur tarifaire dans leurs propositions à la souscription.

Cet accompagnement complémentaire permettra de présenter aux assureurs des dossiers solides afin d'améliorer à terme leurs résultats techniques et d'assouplir leurs règles de souscription.

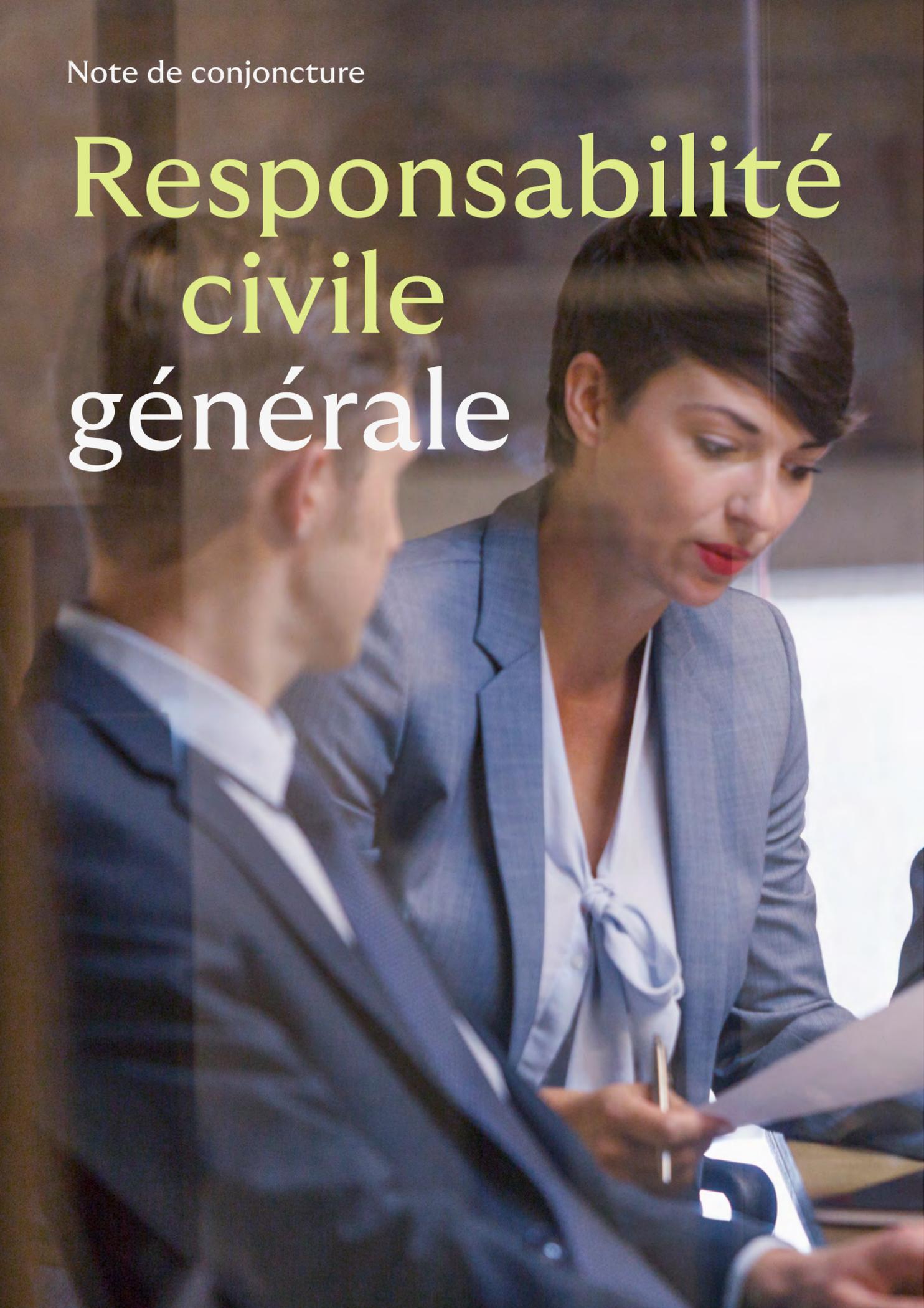
“

Il est primordial d'appréhender le risque AT/MP au-delà de la démarche assurantielle. Les entreprises doivent être accompagnées concrètement dans la prévention de leurs risques professionnels d'accompagnement à la rédaction du document unique..., ainsi que sur le plan juridique

Julie Jalladaud

Directrice département Protection Sociale

Responsabilité civile générale



Responsabilité civile des entreprises

Côté assureurs

En 2024 le marché est resté globalement stable : la réouverture initiée en 2023 s'est poursuivie, cependant elle demeure encore timide : une grande hétérogénéité existe dans les appétits de souscription, en fonction des compagnies et des activités à assurer. Quelques nouveaux entrants permettent d'alimenter cette réouverture, cependant dans l'ensemble les compagnies restent très prudentes en ce qui concerne les risques les plus volatiles.

Les assureurs opèrent pour certains des revirements de stratégie interne, généralement dues à une sinistralité particulière (verdicts nucléaires, incendies de panneaux photovoltaïques et batteries lithium) qui impactent les lignes produits de manière transversale et conduisent à des réductions de capacité, des exclusions de certains risques principaux ou à des résiliations de portefeuille, quand bien même le risque assuré est rentable et de qualité en matière de responsabilité civile.

Les autres acteurs du marché ainsi que les nouveaux ou récents entrants tels que Volante, Everest, Sompo, VHV, Ergo n'hésitent pas à prendre ces revirements de stratégie pour se placer sur ces affaires, en première ligne ou sur les lignes excess (grands comptes).

On peut espérer que ces nouveaux acteurs adopteront également cette démarche pour pallier l'insuffisance grandissante de l'offre sur certaines expositions (Etats-Unis, Risque Cyber, Media-Tech, Energies renouvelables et énergies nouvelles, gestion de déchets et économie circulaire, agences de voyage, nucléaire, par exemple).

Les accords de durées timidement accessibles en 2023 se redéveloppent, avec des primes fixes à isopérimètre assuré (contre des majorations en année 2 jusqu'ici). Toutefois on peut regretter que les clauses de sortie demeurent à la main des assureurs (S/P de 80 à 100%, changement de la réassurance et de la réglementation, croissance ou nouveaux risques aux Etats-Unis Canada).

Côté assurés

Les entreprises assurées quant à elles continuent à subir des impératifs de réduction de marge opérationnelle, dans un contexte politique et économique difficile tant en France qu'à l'international. Du fait de l'augmentation ou de l'apparition de nouveaux coûts (augmentation continue des matières premières et de main d'œuvre, transition écologique, transition technologique, protection contre la malveillance informatique), elles ont de plus en plus de mal à absorber l'inflation des primes d'assurance qui dure depuis 4 ans alors qu'elles ont un besoin accru de pouvoir transférer leur risque pour protéger leur bilan.

Indicateurs RC générale

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Facilité d'accès à la souscription

L'environnement de la souscription se rigidifie quelque peu, pour des raisons diverses mais reste globalement stable.

Du fait de l'apparition de certains interdits, stricts, les compagnies ne sont plus toujours en mesure d'assurer l'ensemble du périmètre des activités ou des expositions géographiques des sociétés à assurer. Cela réduit le nombre d'acteurs et peut contraindre à la séparation du risque en plusieurs contrats.

Pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 15/20 millions d'euros, l'offre est compétitive tarifairement, mais standardisée au niveau des garanties. Avoir un contrat « cousu main » et donc adapté au mieux au risque peut supposer un budget supérieur, en fonction des acteurs.

Au niveau de l'étendue des garanties, les textes sont globalement stables, avec cependant l'adjonction systématique d'exclusions relatives à la pandémie, les PFAS là où elles ne sont pas présentes. Du fait d'une sinistralité importante sur ces sujets, les exclusions des agressions/harcèlement sexuel et des feux de forêt sont également de plus en plus pratiquées par les assureurs.

On note que les directions techniques sont de plus en plus impliquées dans les règles de souscription et consultées pour toute dérogation, qu'elles n'accordent pas toujours aisément. Cette ingérence s'explique du fait de risques juridiques et de compliance accrus qui pèsent aujourd'hui sur les assureurs (compliance, blanchiment, et intégration forcée des critères ESG suite aux recommandations de l'ACPR en 2024) et également du fait d'une surveillance renforcée et transverse des portefeuilles sur les risques sensibles ou susceptibles de le devenir.

Évolution des primes et franchises

Nous pouvons noter un assouplissement du marché appuyé par une sur-capacité et une compétition renforcée pour des clients ayant un profil de risques peu exposés, qui devrait se traduire par une stabilité des primes d'assurance voire des baisses tarifaires.

Le retrait de certains acteurs du marché tels que MMA relativise néanmoins cette tendance au cas par cas.

Les franchises demeurent stables, hormis sur les dossiers qui présentent une fréquence importante.

Les primes à la souscription sont stables et compétitives à la mise en place des contrats sur le segment des Petites entreprises et Entreprises de taille intermédiaire. Cette compétitivité est cependant compensée dans le temps par les hausses de prime conjoncturelles que les assureurs appliquent aux renouvellements.

Ces majorations conjoncturelles s'expliquent non plus seulement par l'inflation mais également par l'augmentation des primes des traités de réassurance et les déficits des autres produits d'assurance distribués par les compagnies.

Nos recommandations pour le renouvellement de vos assurances de responsabilité civile

- **Prévention :** Le recours à l'ingénierie Responsabilité civile devient systématique chez les assureurs. La mise en place d'une stratégie robuste de prévention des risques, de démarches affirmées en matière de RSE, d'une politique contractuelle exigeante avec l'ensemble des co-contractants seront autant d'atouts pour négocier dans les meilleures conditions le transfert des risques à l'assureur. Les entreprises démontrant de bonnes pratiques de gestion de leurs risques pourront bénéficier de garanties et de primes plus avantageuses.
- **Anticipation et transparence :** compte tenu des tendances du marché, il est important de centraliser l'ensemble des informations attendues par les assureurs le plus rapidement possible (Ex : Évolution des chiffres d'affaires, modification de l'activité, liste à jour des sites assurés, nouvelles acquisitions, informations concernant les filiales étrangères notamment aux USA/Canada ou dans les pays soumis à sanctions, informations concernant la lutte anti-blanchiment, plan RSE mis en place...), dans le but d'entamer les négociations le plus tôt possible sur les sujets sensibles, d'affiner la stratégie de placement et d'ajuster au mieux les contrats. La qualité et la transparence des informations fournies permettront d'optimiser ces négociations.

Hôtellerie de Plein Air

Howden France dispose d'une expertise forte en responsabilité civile sur le secteur de l'hôtellerie : les acteurs du secteur portent une responsabilité spécifique, dont une partie est réglementée et les garanties doivent être conçues sur mesure en fonction de la configuration de l'activité (Responsabilité voiturier, vol des objets y compris en coffre, activités sportives ou professionnels du tourisme réglementées). Notre cabinet est de plus un acteur majeur du secteur en plein essor de l'hôtellerie de plein air à travers son bureau situé à Marseille et son équipe de souscription régionale et parisienne.

Howden a développé des garanties spécifiques pour répondre aux besoins de certains secteurs d'activités tels que :

- Hôtellerie / Hôtellerie de plein air
- Énergies et Énergies renouvelables
- DLR (fédération Distribution Location Réparation)
- Entreprises intervenant dans le secteur du Froid

Howden est présent dans plus
de 100 pays avec :

+90

Spécialistes dédiés aux risques
de Responsabilité Civile

+1M\$

De primes d'assurance gérées par
an en Responsabilité Civile

“

Les entreprises
démontrant de bonnes
pratiques de gestion de
leurs risques pourront
bénéficier de garanties
et de primes plus
avantageuses.

Florence Bidard

Directrice Ligne Responsabilité Civile & Risques Spéciaux



Responsabilité civile professionnelle



Responsabilité civile professionnelle

En 2024, le marché de la Responsabilité Civile Professionnelle (RC Pro) pour les institutions financières et le secteur technologique demeure dynamique, avec une demande croissante pour des couvertures adaptées aux risques spécifiques de ces secteurs.

La pression réglementaire dans le secteur financier, combinée à l'augmentation des cyberattaques ciblant les entreprises technologiques, ont conduit à une vigilance accrue des assureurs. Les assureurs sont de plus en plus sélectifs dans leur souscription, particulièrement en ce qui concerne les entreprises exposées à des risques élevés ou opérant dans des secteurs émergents comme la cryptomonnaie.

Indicateurs marché

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Capacité du marché

La capacité de souscription reste solide en 2024, mais les assureurs montrent une certaine prudence, surtout pour les secteurs présentant des risques accrus, tels que les fintechs ou les entreprises impliquées dans la cryptomonnaie. La souscription est également influencée par l'historique de sinistralité des entreprises et leur conformité aux réglementations en vigueur. Les grandes entreprises continuent d'avoir accès à des capacités importantes, bien que souvent assorties de conditions strictes.

Évolution des primes

Les primes pour les assurances RC Pro ont montré une légère augmentation en 2024, généralement autour de 5 à 10 %, en fonction de l'exposition au risque et du secteur d'activité. Les entreprises ayant un bon bilan de gestion des risques et une conformité réglementaire solide peuvent bénéficier de primes plus stables. Cependant, les entreprises confrontées à des risques émergents ou ayant subi des sinistres récents peuvent voir leurs primes augmenter plus significativement. La tendance pour 2025 prévoit une possible hausse des primes si la sinistralité dans le secteur technologique continue d'augmenter.

Niveaux de franchises

Les niveaux de franchises sont restés relativement stables en 2024, mais les entreprises peuvent choisir des franchises plus élevées pour obtenir des réductions de primes. Les franchises adaptées au profil de risque spécifique de chaque entreprise sont cruciales pour une gestion efficace des coûts.

Points clés 2024

01 Réglementation accrue :

Les régulateurs continuent d'intensifier leur surveillance, notamment en ce qui concerne la protection des données et les pratiques de conformité, ce qui augmente l'exposition au risque pour les entreprises financières et technologiques.

02 Cyber risques :

L'augmentation des cyberattaques, en particulier contre les fintechs et les entreprises technologiques, a entraîné une demande accrue pour des couvertures spécialisées, impactant les primes et les conditions de souscription.

03 Innovation rapide :

Les nouvelles technologies, comme l'IA, posent des défis en matière de gouvernance et de conformité, créant de nouveaux risques pour les dirigeants.



Nos recommandations Responsabilité civile professionnelle

Renforcer la conformité : Les entreprises doivent renforcer leurs programmes de conformité pour répondre aux exigences réglementaires croissantes, en particulier dans les secteurs financier et technologique.

Optimisation des franchises : Envisagez de négocier des franchises adaptées à votre profil de risque pour obtenir des réductions de primes tout en maintenant une couverture adéquate.

Assurance spécialisée : Pour les entreprises opérant dans des secteurs émergents, il est conseillé de rechercher des assureurs offrant des produits spécialisés adaptés à leurs besoins spécifiques.

“

Les assureurs sont de plus en plus sélectifs dans leur souscription, particulièrement en ce qui concerne les entreprises exposées à des risques élevés ou opérant dans des secteurs émergents comme la cryptomonnaie.

Didier SEIGNEUR

Directeur des Lignes Financières



Responsabilité des dirigeants



Responsabilité des dirigeants

En 2024, le marché de l'assurance Responsabilité des Dirigeants montre des signes de stabilisation après une période de volatilité. Cependant, les risques réglementaires et juridiques restent élevés, notamment en raison des préoccupations croissantes liées à l'ESG (Environnement, Social et Gouvernance).

Les régulateurs intensifient leurs efforts pour responsabiliser les dirigeants, ce qui augmente l'exposition au risque. Le marché reste compétitif, mais les assureurs demeurent prudents, particulièrement envers les entreprises opérant dans des secteurs sensibles, étant cotées sur les marchés Américains ou ayant un historique de sinistres important.

Indicateurs marché

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription



Evolution des primes



Niveaux de franchises



Capacité de souscription

La capacité de souscription pour les assurances D&O s'est renforcée en 2024, avec un nombre croissant d'assureurs entrant sur le marché. Cependant, pour les entreprises présentant des risques élevés en raison de cotation boursière sur les marchés Américains, comme celles impliquées dans des litiges ESG ou opérant dans des juridictions à forte incertitude réglementaire, la capacité peut être restreinte. Les assureurs continuent néanmoins d'offrir des capacités substantielles pour les grandes entreprises et le retour des contrats pluriannuels est souvent possible.

Évolution des primes

Les primes pour les polices Responsabilité des Dirigeants continuent de se stabiliser bien que nous ayons constaté une légère tendance baissière de l'ordre de 3% à 5% en 2024 pour les entreprises présentant une bonne santé financière et une faible sinistralité. Cependant, les sociétés exposées à des risques plus complexes ou à des litiges en cours pourraient voir leurs primes augmenter de manière plus significative. La tendance pour 2025 pourrait voir une légère hausse si les litiges ESG continuent d'augmenter.

Niveaux de franchises

L'année 2024 a permis la diminution de certaines franchises 'side B' et 'side C', marquant ainsi une amélioration par rapport à la tendance observée l'année dernière.

En revanche, pour les assurés ayant un chiffre d'affaires supérieur à 500 millions d'euros, de nombreux assureurs en France appliquent désormais des franchises pour les dirigeants personnes physiques, malgré les préoccupations historiques d'abus de biens sociaux. Cette évolution vise à équilibrer les risques pour les assureurs et à calquer des pratiques très communes dans de très nombreux pays.

Points clés 2024

01 Réglementation ESG :

L'intensification des réglementations ESG continue de poser des défis, en particulier pour les entreprises cotées en bourse. Les dirigeants sont de plus en plus tenus responsables des actions de leurs entreprises en matière d'environnement, de droits humains, et de gouvernance.

02 Litiges accrus :

En 2024, l'augmentation des faillites pourrait à terme exacerber les risques pour les assureurs D&O. En effet, si des réclamations pour faute de gestion dans le cadre d'action pour insuffisance d'actifs devaient se multiplier, cela entraînerait une hausse des primes et des conditions de couverture plus strictes.

Le secteur du private equity, a continué de traverser en 2024 des turbulences avec une inflation persistante et des taux d'intérêt en hausse, ralentissant le rythme et réduisant la taille des opérations. Les incertitudes économiques actuelles augmentent le taux d'échec des cessions. L'arrêt Finadvance de la Cour de cassation du 9 septembre 2020 (Cass. com., 9 sept. 2020, n°18-12.444) continue d'aggraver les risques pour les dirigeants et les fonds, surtout pour les LBO à fort effet de levier.

03 Évolution technologique :

Les nouvelles technologies, comme l'IA, posent des défis en matière de gouvernance et de conformité, créant de nouveaux risques pour les dirigeants.



Nos recommandations Responsabilité des dirigeants

“

Le marché reste compétitif, mais les assureurs demeurent prudents, particulièrement envers les entreprises opérant dans des secteurs sensibles, étant cotées sur les marchés Américains ou ayant un historique de sinistres important.

Didier SEIGNEUR

Directeur des Lignes Financières

Gestion proactive des risques : Il est essentiel de mettre en place une gestion proactive des risques, en particulier dans les secteurs sensibles. Cela inclut une surveillance accrue des activités et une meilleure documentation des processus décisionnels.

Négociation des polices : Profitez de la stabilisation du marché pour négocier des termes de police plus favorables, en particulier en ce qui concerne les niveaux de franchise et les limites de couverture.

Qualité des assureurs : Portez une attention particulière quant à la capacité de gestion des sinistres du/des assureur(s) retenu(s) dans la mesure où certains acteurs ne disposent pas d'une équipe de gestion de sinistres aussi étoffée que leurs équipes de souscription.

Risques climatiques et solutions paramétriques

Risques climatiques et solutions paramétriques

Le marché des solutions paramétriques pour les risques climatiques est en pleine expansion, porté par l'innovation technologique et une prise de conscience croissante des risques liés aux événements météorologiques extrêmes. Ces solutions reposent sur des indicateurs climatiques prédéfinis (température, précipitations, etc.) pour déclencher une indemnisation. Elles offrent une alternative plus réactive et précise aux assurances traditionnelles et sont particulièrement prisées par les secteurs météo-sensibles comme l'agriculture, l'énergie, le transport, l'industrie et les événements en plein air.

Indicateurs marché

Facilité d'accès à la souscription



Évolution des primes



Capacité de souscription



Niveaux de franchises



Capacité de souscription

La capacité de souscription pour les solutions paramétriques est en constante évolution. Toutefois, elle est influencée par le montant des primes. Pour les primes inférieures à 100 000 euros, la souscription est facilitée. Au-delà de ce seuil, la souscription peut devenir plus complexe en raison de la nécessité d'une analyse plus approfondie des risques.

Concernant les assurances récoltes, les assureurs montrent une appétence variable selon les secteurs de production avec une forte demande pour les assurances récoltes de fruits, mais une plus faible appétence pour les vignobles à capitaux élevés (plus de 5 millions d'euros).

Évolution des primes

En 2023, les primes des assurances paramétriques ont augmenté en moyenne de 5 %. Cette augmentation est liée à plusieurs facteurs : la hausse de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques auquel le marché est confronté, le besoin accru de couverture des risques et les ajustements des modèles de tarification par les assureurs pour mieux refléter les réalités du marché. Les primes devraient continuer d'évoluer en 2024, avec une hausse modérée à prévoir, en raison de la volatilité climatique et de l'augmentation des demandes de couverture.

Niveaux de franchises

Les niveaux de franchises dans les contrats paramétriques sont restés inchangés en 2023, offrant une flexibilité aux clients pour choisir la franchise qui correspond le mieux à leur profil de risque. Cette flexibilité est un atout majeur des solutions paramétriques, permettant une personnalisation accrue des contrats en fonction des besoins spécifiques des assurés.

1

Offre novatrice et potentiel élevé

L'assurance paramétrique représente une alternative novatrice aux solutions traditionnelles, avec un potentiel encore largement inexploité : Moins de 1% des entreprises sont assurées en paramétrique pour la météo-sensibilité de leur activité.

2

Capacité de souscription en hausse

La capacité de souscription continue de s'améliorer, soutenue par l'intérêt croissant des réassureurs, de l'essor des nouvelles technologies et des investisseurs pour ces solutions innovantes et d'avenir.

3

Offre sur mesure

Le principe repose sur l'association entre un ou plusieurs paramètres parfaitement corrélés et la principale variable d'intérêts de l'entreprise (c'est-à-dire le niveau de ventes, les rendements agricoles, la baisse du chiffre d'affaires, etc.). Cette association permet d'aboutir à un produit d'assurance sur-mesure

4

Évolution modérée des primes

Les primes devraient poursuivre une légère hausse de 5 % en 2025, en ligne avec les tendances observées en 2024, sous l'effet d'une demande croissante et de la sophistication des modèles de tarification.

5

Franchises personnalisables

Les niveaux de franchises resteront inchangés, continuant d'offrir une très grande flexibilité aux assurés dans la personnalisation de leur couverture.

Nos recommandations

Risques climatiques et solutions paramétriques

Évaluation des risques climatiques :

Nous recommandons aux entreprises d'évaluer leur météo-sensibilité, c'est à dire d'identifier si un paramètre climatique tels que la température, l'ensoleillement, les ressources en eau disponibles, etc, peut avoir un impact direct sur leur activité et générer notamment une baisse de leur chiffre d'affaires. Cette démarche est essentielle pour souscrire une solution paramétrique parfaitement adaptée.

Personnalisation des contrats :

Profitez de la flexibilité offerte par les franchises et autres éléments modulables des contrats paramétriques pour concevoir une couverture qui correspond précisément à vos besoins.

Surveillance des tendances du marché :

Le marché des assurances paramétriques est en pleine mutation, et des opportunités intéressantes se présentent avec notamment l'arrivée de nouveaux acteurs et de nouvelles technologies.

Anticipation des événements climatiques :

Envisagez de souscrire une assurance paramétrique bien avant les périodes à haut risque (par exemple, avant la saison des fortes pluies pour les activités sensibles au niveau des cours d'eau, avant les fortes chaleurs pour les activités de plein air, etc). Les assureurs peuvent offrir des conditions plus favorables si la couverture est mise en place de manière proactive évitant ainsi les souscriptions d'opportunités.

Diversification des protections :

Considérez la combinaison de l'assurance paramétrique avec d'autres solutions traditionnelles pour une couverture plus complète et parfaitement adaptée au changement climatique qui s'annonce.

“

L'assurance paramétrique représente une opportunité croissante pour les entreprises cherchant à se protéger efficacement des aléas météorologiques d'ampleur. Une approche proactive et personnalisée est la clé pour tirer le meilleur parti de ces solutions innovantes ; d'autant qu'elle peut intégrer les éventuels moyens de prévention mis en œuvre par l'entreprise pour se dérisquer.

Henri HELIAS

Directeur National Risques Agri / Viti / Climatiques / MTO Sensibles

Risques environnementaux

Risques environnementaux

Dans un environnement où les réglementations sont de plus en plus contraignantes et la législation de plus en plus stricte, le nombre de mises en cause pour des faits de pollution est en constante augmentation (tant en nombre/fréquence qu'en intensité : le montant des indemnités ou des réparations en nature peuvent atteindre plusieurs milliers d'euros).

Avec une exposition et pression médiatiques qui par ailleurs s'intensifient tout comme la préoccupation sociétale, les entreprises sont de plus en plus sensibilisées aux enjeux environnementaux. Toutes les entreprises sont concernées, quelle que soit leur taille ou leurs activités, quel que soit le classement des installations industrielles pour la Protection de l'environnement (ICPE).

Cette prise de conscience conduit les entreprises à souscrire de polices multirisques environnement, qui leur permettent non seulement de protéger leur bilan mais également d'accéder à un réseau de spécialistes du domaine qui les assistera et les défendra en cas de pollution, qu'elle soit subie ou causée par eux.

Indicateurs marché

Facilité d'accès à
la souscription



Capacité
de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Capacité de souscription

Les capacités sont stables, avec un appétit prononcé et une concurrence entréassureurs parfois agressive pour les bons risques. Le leadership est toujours concentré entre les mains de certains acteurs anglo-saxons (Chubb, AIG, Liberty, BHSI...) ou plus traditionnels (Axa, Assurpol...).

Une certaine souplesse est également observée dans la mise en place des engagements de durée : accords de durée ou police stretch. Ces capacités sont à nuancer et moins disponibles lorsque les entreprises évoluent dans certains secteurs industriels ou exercent des activités dites sensibles telles que : les énergies fossiles, l'oil & gas, les dépôts pétroliers, les carrières...

On note également une généralisation de l'intégration de certaines exclusions dans les polices Environnement comme celles relatives aux PFAS, ou une limitation des expositions suite à un événement cyber... Enfin, les politiques ESG et les enjeux liés au changement climatique sont des critères qui sont de plus en plus pris en compte dans les approches et stratégies de développement des assureurs, entraînant dans certains cas une réduction de leur capacité voire une impossibilité d'assurer les risques relevant de certaines activités.

Facilité d'accès à la souscription

L'accès à la souscription reste stable : les entreprises peuvent bénéficier d'une certaine souplesse et d'un accompagnement des assureurs qui pour les risques les plus simples peuvent délivrer des offres de manière rapide et standardisée ; pour les risques plus complexes des indications tarifaires sous réserve de l'obtention de compléments d'information peuvent également être remises.

L'accès à la souscription devient plus compliqué lorsque les risques relèvent d'activités sensibles, avec un contexte à l'international particulier (comme la présence de sites d'exploitation aux USA par exemple). La mise en place de programmes internationaux avec établissement de polices locales est de plus en plus courante.

Les polices d'assurance Risques Environnementaux n'échappent pas à l'intégration des clauses embargo et à l'exclusion du périmètre de garantie de certains pays.

Évolution des primes

Après une hausse des primes amorcée ces dernières années en raison de l'inflation et du contexte géopolitique, corrélée à une augmentation importante du nombre et de l'ampleur des sinistres, nous constatons aujourd'hui une certaine stabilité du niveau des primes, y compris sur les risques sensibles.

Pour les risques simples et sans sinistre, il est toujours possible de négocier les termes et conditions des contrats, du fait de la concurrence réelle entre les acteurs.

Les primes peuvent également être optimisées avec la mise en place d'engagements de durée (stretch), généralement sur une période de 2 à 3 ans.

Niveaux de franchises

Le niveau des franchises reste stable. Certains assureurs peuvent selon la nature des risques supprimer la franchise sur les dommages corporels résultant des dommages de pollution.

Nos recommandations

Risques environnementaux

Les garanties intégrées dans les contrats de responsabilité civile sont souvent insuffisantes pour couvrir toutes les conséquences d'un fait de pollution. Ce n'est pas leur objet principal et la garantie octroyée ne permet pas de couvrir l'ensemble du risque en cas de sinistre.

Nous conseillons de mettre en place des polices Environnement dédiées proposant à la fois des couvertures de Responsabilité et de Dommages mais également un accompagnement par des experts en cas de sinistre (ces polices délivrent des garanties Responsabilité civile Atteintes à l'environnement y compris Préjudice écologique, Responsabilité environnementale, frais de dépollution, frais d'urgence et de prévention, pertes d'exploitation, gestion de crise...)

L'ingénierie et la prévention prennent une place de plus en plus prépondérante dans l'appréciation des risques. Certains assureurs accompagnent la souscription des contrats Environnement avec de la prévention ou de l'audit (visites de risque, visites de prévention ou ingénierie, revue de plan de gestion de crise, pré-audit ISO 14001...), ce qui permet aux entreprises d'être accompagnées dans la construction de leur politique de prévention et de gestion des risques environnementaux.

Howden dispose d'une expertise dans divers secteurs d'activités et propose des solutions adaptées à leurs typologies de risques :

- Transport maritime : chantiers maritimes notamment.
- Energies Renouvelables : construction et exploitation de projets éoliens ou photovoltaïques, unités de méthanisation, forage géothermique.
- Hydrogène : Howden est membre de l'association France hydrogène
- Projets de construction / travaux : assurance environnement dédiée à la phase travaux, qui peut ensuite être étendue à l'exploitation.
- Fusion et Acquisition : garanties de passif environnemental.
- Cautions et Garanties financières : installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) telles que les garanties financières démantèlement éoliennes.
- Risques Paramétriques
- Législation et pratique des marchés à l'étranger en matière d'assurance environnementale.

Chiffres clés

2 secteurs exposés

Déchets-eaux usées, et agroalimentaire sont les deux secteurs les plus touchés par les accidents de pollution.

+500 000

Etablissements relevant de la législation des installations classées (ICPE).

+1 750

Sites Natura 2 000 en France, dont +200 sites marins.

+60 000

Accidents ou incidents recensés, dont 7 000 à l'étranger.

73%

Des accidents repertoriés par le BARPI (Bureau d'analyse des risques et pollutions industriels) sont des rejets de matières dangereuses, et sont suivis d'incendies dans 45% des cas.

Inondations en raison des eaux d'extinction :

L'extinction d'un incendie nécessite souvent l'utilisation de quantités d'eau très importantes, qui peuvent être polluées par les produits ou déchets pris dans l'incendie (tels que les PFAS contenus dans les mousses extinctrices elles-mêmes, les hydrocarbures présents sur les voies de circulation, les matériaux polluants présents dans des bâtiments...). Ces eaux d'extinction peuvent devenir dangereuses pour la santé ou l'environnement et conduire à une pollution des sols, des eaux de surface ou souterraines, à une mortalité de la faune ou à la destruction de la flore...

“

Certains assureurs accompagnent la souscription des contrats Environnement avec de la prévention ou de l'audit, ce qui permet aux entreprises d'être accompagnées dans la construction de leur politique de prévention et de gestion des risques environnementaux.

Florence Bidard

Directrice Ligne Responsabilité Civile & Risques
Spéciaux



Risques politiques

Risques politiques

Le marché de l'assurance contre les risques politiques connaît une forte demande, alimentée par une instabilité géopolitique croissante et l'environnement du commerce mondial de plus en plus complexe.

L'assurance contre les risques politiques et crédit est un marché en pleine évolution, influencé par la dégradation et volatile géopolitique, les tensions commerciales, et les investissements internationaux dans des régions à risque. Cette forme d'assurance protège :

- Les entreprises et les investisseurs contre les pertes dues à des événements politiques, comme l'expropriation, les guerres, les révolutions, la non-performance des obligations contractuelles des acheteurs finaux et les restrictions sur les transferts de devises.
- Les institutions financières contre le défaut de remboursement d'un prêt.

Les principales tendances du marché de l'assurance du risque politique sont :

- Une augmentation de la demande à la suite de la multiplication des conflits et tensions géopolitiques.
- Des investissements dans les pays émergents en forte hausse, car les investisseurs continuent de chercher des opportunités dans des nouveaux territoires.
- La prise en compte des solutions d'assurance dans les bilans financiers des assurés afin d'améliorer le retour sur investissement ou optimiser le capital réglementaire des institutions financières.

Indicateurs marché

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription



Évolution des primes



Capacité de souscription

Malgré un environnement toujours instable et volatile, les assureurs et réassureurs continuent d'élargir leurs capacités. En fonction des types de couvertures, il est maintenant possible de mobiliser une capacité théorique comprise entre 2,5 et 4 milliards de dollars américains par police.

La profondeur de ce marché des assureurs privés présente l'avantage de pouvoir négocier des offres personnalisées et flexibles. Howden développe des produits d'assurance innovants, sur mesure, adaptés aux besoins spécifiques de chaque entreprise en fonction de leur profil de risque spécifique.

Facilité d'accès à la souscription

La qualité des informations de souscription et l'analyse des risques sont des éléments nécessaires pour obtenir les meilleures cotations, étendue des couvertures et conditions de la police d'assurance. Le travail d'analyse en amont de l'approche des assureurs est crucial pour optimiser la qualité de la police d'assurance.

Évolution des primes

L'augmentation du coût du capital, l'accroissement des risques géopolitiques et de crédit sont contrebalancés par une capacité des assureurs en augmentation. La compétition entre les différents assureurs, et la technicité de votre courtier permettent d'obtenir des niveaux de prime plus compétitifs.

Capacité 2024

\$ 4 302m

Capacité maximale par transaction FC

\$ 3 819,5m

Capacité maximale par transaction RP

\$ 4 019,5m

Capacité maximale par transaction CR

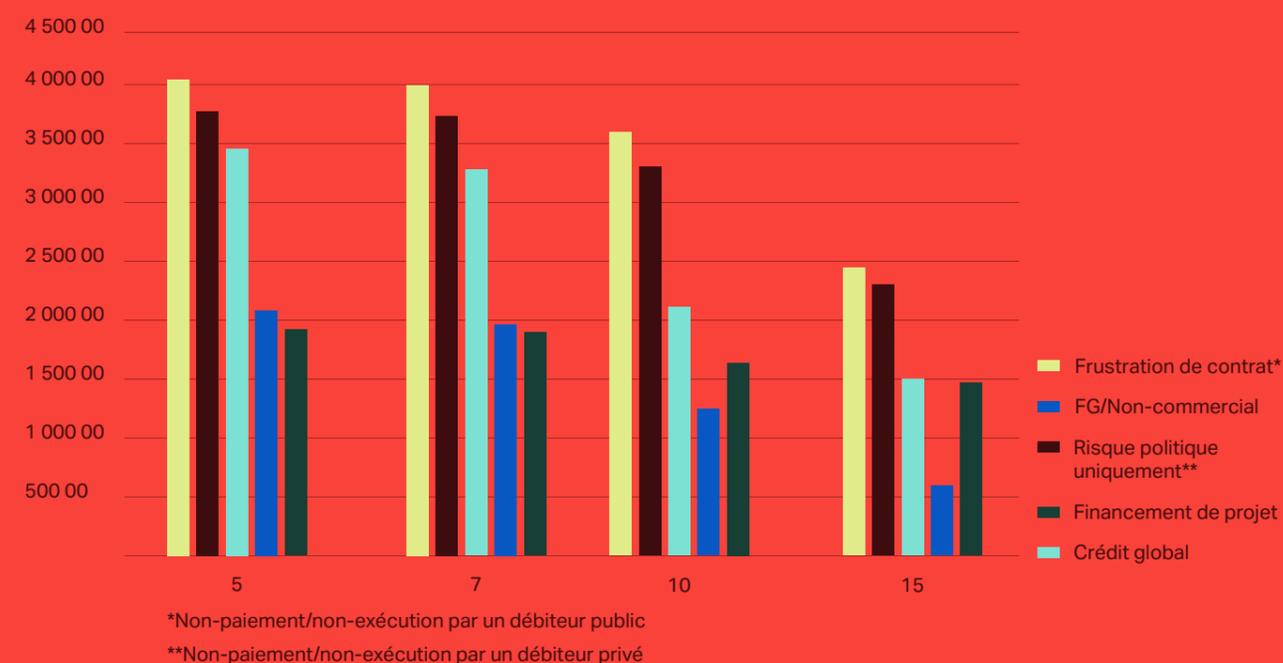
\$ 2 515,5m

Capacité maximale par transaction FG/Non-commerciale

\$ 2 368,5m

Capacité maximale par transaction de financement de projet

Durée maximale potentielle disponible (années)



Nos recommandations

Risques politiques

“

L'assurance contre les risques politiques et crédit est un marché en pleine évolution, influencé par l'instabilité géopolitique croissante, les tensions commerciales, et les investissements internationaux dans des régions à risque.

Xavier Mallez

Directeur de la Ligne Produit Crédit, Cautions et Risques Politiques

Préparer les dossiers de souscription en amont, avec une analyse des risques incluant les solutions de gestion proactive en cas de situation de sinistre.

Négociation des cotations en profitant de la stabilité du marché afin d'obtenir des solutions d'assurance plus favorables.

Mettre en compétition les différents marchés d'assureurs : assureurs privés, publics et multilatéraux



Risques spéciaux

Individuelle Accident

Marché dynamique et rentable, nouveaux acteurs en Individuelle Accident : SOMPO.
Le climat mondial reste toujours à observer attentivement puisqu'il exerce une influence directe sur la délivrance des garanties dans les pays en guerre notamment. Le marché de l'IA reste impacté en 2024 par la guerre en Ukraine et la guerre au Proche-Orient avec des exclusions de garanties spécifiques sur ces destinations.

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Capacité de souscription

Capacités importantes.

Facilité d'accès à la souscription

Il est encore relativement simple d'obtenir une cotation avec quelques éléments clé. Les garanties sont plus longues et/ou compliquées à délivrer lorsque les déplacements ou les effectifs se trouvent dans des pays en guerre (difficulté qui a émergé davantage en 2022 avec la guerre en Ukraine et en 2023 avec le conflit Israélo-Palestinien).

Évolution des primes

Plutôt stable.

Niveaux de franchises

Plutôt stable.

Nos recommandations

Déclarer les effectifs et les changements importants (cession d'une filiale, ajout d'une filiale, etc.) concernant les personnes amenées à voyager afin d'anticiper le renouvellement annuel et négocier les meilleures conditions auprès de l'assureur.
Concernant les déplacements ou la présence d'effectifs dans des pays en guerre, il est important de travailler en amont avec le courtier afin de négocier la meilleure configuration de couverture en fonction de la fréquence ou la périodicité de la présence d'effectifs dans ces zones géographiques.

Assurance Affinitaire

Assurance Affinitaire : important appétit des assureurs car ils peuvent déléguer la gestion des contrats et des sinistres et le risque est maîtrisé.



L'appellation « Individuelle Accident » peut regrouper différents produits souscrits par contrats séparés. Howden vous accompagne sur vos demandes :

- Athlètes sportifs professionnels / fédérations sportives
- Homme-clé
- Assurance de l'équipage d'un navire
- Perte de licence
- Accidents du travail et maladies professionnelles (ATMP)
- Protection image
- Garantie Individuelle accident du conducteur de véhicule

“

Déclarer les effectifs et les changements importants

concernant les personnes amenées à voyager afin d'anticiper le renouvellement annuel et négocier les meilleures conditions auprès de l'assureur.

Florence Bidard

Directrice Ligne Responsabilité Civile et Risques Spéciaux

Fine Art & Specie

Par Fine Art & Specie on entend :

- Clientèle privée ou professionnelle (musées, galeries, musiciens, bijoutiers, transport...)
- Cash & transit
- Métaux précieux
- Banques et Institutions financières
- Bijoux

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Situation du marché

Marché dynamique, à forte capacité (chaque assureur peut proposer des montants de couverture standard entre 10 et 300 millions d'euros). Les garanties sont plutôt étendues. Pour les châteaux et belles demeures, recul d'appétit des assureurs et choix des risques.

Capacité de souscription

Capacités importantes.

Facilité d'accès à la souscription

En général, un questionnaire rempli par le souscripteur est suffisant.

Niveaux de franchises

Plutôt stable.

Point de vigilance

Avec l'émergence de nouveaux risques pesant sur les œuvres d'art exposées au public avec de plus en plus d'actes de vandalisme militants, assurer ses collections et expositions apparaît encore plus indispensable.

+30

Spécialistes à votre service en Fine Art & Specie

£75M

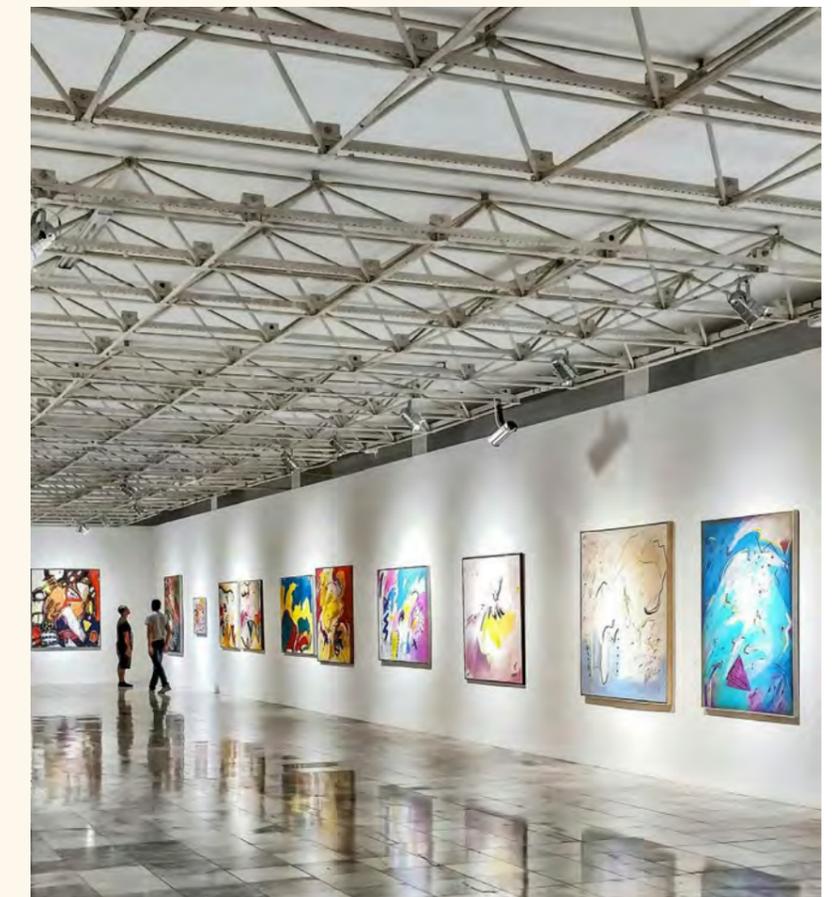
Primes gérées par nos soins

1500

Clients en Fine Art & Specie

+100

Sinistres gérés par an



Annulation

L'assurance Annulation indemnise l'assuré de ses pertes pécuniaires consécutives à l'annulation d'un évènement de type :

- Sports
- Jeux
- Défilés
- Festivals, foires
- Spectacles, concerts
- Séminaires, salons
- Activités promotionnelles
- Audiovisuel

Facilité d'accès à la souscription



Capacité de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Sous limitations



Situation du marché

La pandémie a été un élément déclencheur qui a permis aux professionnels de prendre conscience de l'intérêt d'une assurance annulation. Le marché fait globalement face à deux phénomènes majeurs de plus en plus fréquents :

- Phénomènes climatiques
- Mouvements sociaux / émeutes / terrorisme : difficulté à accorder ces garanties trop en amont d'un évènement, tant le climat national est incertain.

L'année a également été marquée par des difficultés d'octroi de capacité notamment du fait des JO : contrainte de la sécurisation des sites et de la disponibilité des forces de sécurité sur des calendriers estivaux déjà remplis (en particulier pour les évènements autour de la période estivale et en région parisienne) ; + difficulté de l'octroi de certaines garanties en fonction des actualités (attentats, émeutes).

Capacité de souscription

Capacités plus restreintes en annulation notamment sur certaines garanties de plus en plus sous-limitées, telles que intempéries, émeutes, terrorisme, grève...

Facilité d'accès à la souscription

Les assureurs sont prudents sur la souscription d'affaires en annulation, de plus en plus de questions sont posées ; ils sont sélectifs surtout sur les cumuls lors des périodes chargées (impact de la période des JO par exemple). Il y a aussi plus de restrictions sur les garanties selon les actualités.

Évolution des primes

Une tendance à la hausse sur la partie assurance annulation depuis 2020/2021, qui semble stabilisée en 2022 mais a atteint un pic en 2024 notamment durant la période des JO où les taux ont explosé (multipliés par 2 voire 3 selon les caractéristiques de l'évènement).

Niveaux de franchises

Plutôt stable.

Nos recommandations

Pour la clientèle entreprise, recueillir l'agenda des évènements d'entreprise planifiés au cours de l'année 2025 : salons, séminaires, voyages d'entreprise afin d'anticiper le coût des assurance annulation sur l'année et être protégé le plus en amont possible. Si cela s'avère pertinent et que les évènements sont réguliers, la mise en place d'un contrat cadre peut être un bon outil pour maîtriser le budget de l'assurance annulation à l'année.

De nombreux festivals et manifestations ont été annulés ces derniers mois, plusieurs facteurs :

- La tenue des Jeux Olympiques et la mobilisation des forces de sécurité à l'été 2024
- Intempéries
- Indisponibilité des artistes têtes d'affiche

La fréquence de ces évènements imprévisibles et les lourdes conséquences financières essuyées par les organisateurs d'évènements renforcent la pertinence de souscrire une assurance annulation.



La pandémie a été un élément déclencheur qui a permis aux professionnels de prendre conscience de l'intérêt d'une assurance annulation.

Florence Bidard

Directrice Ligne Responsabilité Civile et Risques Spéciaux
florence.bidard@howdengroup.com

Terrorisme et violences politiques

Terrorisme et violences politiques

Augmentation de la menace terroriste et de mouvements populaires :

La montée des incidents terroristes et de mouvements à travers le monde, bien que variable selon les régions, a alimenté la demande d'assurances spécialisées, particulièrement dans des secteurs stratégiques tels que l'aviation, le tourisme, les infrastructures critiques - ports, centrales énergétiques- ainsi que les événements publics et les grandes entreprises.

De plus en plus de pays sont touchés par ces actes terroristes ou des mouvements extrémistes, élargissant ainsi le besoin de couverture dans des régions qui n'étaient pas historiquement concernées par cette menace. La nature des sinistres majeurs a évolué au cours des dernières années : sinistres risques de guerre (guerres civiles) en 2020 et 2021; sinistres émeutes et mouvements populaires en 2022 et 2023.

Indicateurs marché

Facilité d'accès à
la souscription



Capacité
de souscription



Évolution des primes



Niveaux de franchises



Capacité de souscription

Malgré les événements et sinistres récents, les capacités de souscription sont en hausse. Cela est le reflet d'une implication plus importante des programmes d'assurances publics, conjugués à l'arrivée de nouveaux acteurs privés (Lloyd's).

L'année 2024, malgré le nombre record d'élections et de situations tendues n'a pas connue de sinistre majeur. La conséquence positive est que les lignes moyennes de chaque assureur repartent à la hausse.

Facilité d'accès à la souscription

Les informations de souscription restent habituelles pour des dossiers « classiques ». Néanmoins nous constatons un renforcement des critères de souscription des assureurs. La qualité des informations, notamment les mesures de sécurité sont clés pour optimiser l'appréciation du risque. Les assureurs gèrent de manière plus précise leur cumul d'engagement, en particulier pour les couvertures de Perte d'Exploitation. Cela a un impact sur les extensions de couvertures qui sont analysées en profondeur. A titre d'exemple l'interdépendance ou la carence fournisseur nécessitent des informations détaillées.

Évolution des primes

Les tarifs de ce secteur sont par essence volatiles et sensibles aux sinistres, ce qui entraîne des hausses de prime pour les comptes sinistrés ou les zones de conflit.

Depuis mi 2024, après une période prolongée sans incident majeur, et les nouvelles capacités du marché Violence Politique, nous constatons des opportunités de baisse de prime. Après plusieurs années de hausse, les assurés peuvent profiter de baisse de prime jusqu'à 10%. Nous constatons que les assureurs sont plus vigilants sur les détails et extension de couverture (Errors & Omission par exemple) qui conduisent à des primes additionnelles.

Niveaux de franchises

Globalement stables, avec une disparité sur les pays ou risques difficiles qui peuvent avoir des franchises spécifiques plus élevées.

Nos recommandations

Terrorisme et violence politique

Le marché de l'assurance terrorisme reste dynamique et en constante adaptation aux nouvelles menaces mondiales, et aux évolutions des besoins des assurés. Les assureurs s'efforcent de proposer des couvertures plus larges et adaptées.

Pour optimiser vos programmes, nos recommandations sont :

Étudier les interactions entre les couvertures dommages et violence politique pour optimiser la couverture Grève, Emeute et Mouvements Populaires. Une combinaison et approche globale avec ces 2 marchés permet d'optimiser les capacités et le budget.

Anticiper les extensions de couvertures et les définitions des périls couverts en travaillant la cohérence des définitions de chaque texte de garantie

La profondeur du marché français et continental permet de placer la plupart des programmes en France, bénéficiant de police en droit français.

Se focaliser sur la résilience et la continuité des activités de votre entreprise avec les extensions de garantie qui sont disponibles : PE Contingente, impossibilité d'accès, Perte d'attractivité. Revue des textes par anticipation.

“

La montée des incidents terroristes et de mouvements à travers le monde, bien que variable selon les régions, a alimenté la demande d'assurances spécialisées, particulièrement dans des secteurs stratégiques tels que l'aviation, le tourisme, les infrastructures critiques - ports, centrales énergétiques-, ainsi que les événements publics et les grandes entreprises.

Xavier Mallez

Directeur de la Ligne Produit Crédit, Cautions et Risques Politiques



HOWDEN FRANCE SAS
Société de courtage et de conseil en assurances

13, rue La Fayette, CS 70013, 75441 Paris Cedex 09 | T. 01 55 32 72 00 | SAS au capital de 115 000 € | RCS Paris 909 470 510 | N° ORIAS : 22 002 044 | www.orias.fr
Sous le contrôle de l'ACPR, Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. 4, place de Budapest, 75436 Paris Cedex 09
La Médiation de l'Assurance | Pôle CSCA, TSA 50110, 75441 Paris Cedex 09 | Service réclamations : reclamations@howdengroup.com